

# Une tradition extrémiste : le négationnisme

Valérie Igounet

DANS **REVUE D'HISTOIRE DE LA SHOAH** 1999/2 N° 166 , PAGES 7 À 43  
ÉDITIONS **CENTRE DE DOCUMENTATION JUIVE CONTEMPORAINE**

ISSN 1281-1505

DOI 10.3917/rhsho1.166.0008

Date de mise en ligne : 31/12/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-revue-d-histoire-de-la-shoah-1999-2-page-7?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Centre de Documentation Juive Contemporaine.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# UNE TRADITION EXTRÉMISTE : LE NÉGATIONNISME

par Valérie IGOUNET\*

Le 4 juin 1998, comme tous les jeudis, *National Hebdo*, un des hebdomadaires de sensibilité frontiste, est en vente dans les kiosques français. Son titre de couverture « Impuissant » fait allusion à l'incapacité française à gérer la situation actuelle. À l'instar d'autres journaux de l'Hexagone, la presse de la droite nationale critique la politique de gauche menée par le gouvernement de Lionel Jospin. Un des sous-titres, visible sur la page de couverture, pose cette question : « L'amitié avec les SS est-elle possible ? » Pour y lire la réponse – affirmative –, il suffit de parvenir à la quinzième page et de s'attarder sur les propos de Martin Peltier – ancien journaliste au *Quotidien de Paris*, candidat du Front national en Lot-et-Garonne aux élections législatives de 1993 et condamné pour contestation de crimes contre l'humanité –, aujourd'hui directeur de la rédaction de *National Hebdo*. Martin Peltier explique qu'il est « préposé aux questions idiotes que postule notre système politique sans oser les formuler<sup>1</sup> » et qu'il se « colle » à cette question (l'amitié avec les SS est-elle possible ? *ndlr*) » avec toute la gaieté d'un éboueur consciencieux<sup>2</sup>. Après avoir évoqué l'ami de Jean-Marie Le Pen, Franz Schoenhuber, ancien Waffen SS, ancien président du parti d'extrême droite allemand des *Republikaner* et auteur d'une hagiographie de Jean-Marie Le Pen intitulée *Le Pen, le rebelle*, et René Bousquet, ancien secrétaire général de la police sous Vichy, en des termes flatteurs, Martin Peltier revient sur une de ses

\* Docteur en histoire (IEP Paris), auteur d'une thèse intitulée : *L'Histoire d'une négation. Négationnisme et « révisionnisme » en France de l'après-guerre à nos jours* (soutenue en 1998).

1. Martin Peltier. « L'amitié avec les SS est-elle possible ? », *National Hebdo*, 4 juin 1998, p. 15.

2. *Ibid.*

obsessions : l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et, plus précisément, celle du génocide juif. Il explique :

« C'est ainsi qu'une loi nous fait obligation de reprendre telles quelles les conclusions du tribunal de Nuremberg sur les crimes commis durant la dernière guerre mondiale. Eh bien, qu'est-ce qu'on fait ? On dévore Faurisson et on va le voir. On s'avise qu'il n'est ni un vampire, ni un militant, ni un imbécile. Un obsédé, peut-être ? Comme le prisonnier est obsédé de liberté. Et puis zut, je n'aime pas qu'on me dise qui je dois voir ou ne pas voir, ce que je dois croire ou ne pas croire. Je n'aime pas qu'on me dicte mes opinions sur l'Histoire. [...] Je n'aime pas qu'on me tourne autour exigeant sourdement un assentiment. Je n'aime pas qu'on me casse les oreilles avec des rengaines douteuses et des plaintes intéressées. Cela me fatigue. J'aime réfléchir à tête reposée, quand ça me chante. Qu'on me lâche la grappe avec les SS, le détail et tout le tralala. C'est cela : lâchez-nous la grappe une bonne fois pour toutes avec vos heures les plus sombres de l'Histoire, bandes de malades et d'exploiteurs de malades. »

Ces propos résument, en partie, l'argumentation de l'extrême droite française face aux adversaires du négationnisme (combat contre la loi Gayssot qui sanctionne, depuis juillet 1990, la contestation des crimes contre l'humanité ; présentation des négationnistes comme des hommes libres et de leurs adversaires comme des manipulateurs de faits ; l'histoire « officielle » des années 1939-1945 se doit d'être remaniée, etc.). Les propos du directeur de la rédaction de *National Hebdo* ne sont pas nouveaux. Depuis quelques années, Martin Peltier, digne successeur de l'ancien milicien François Brigneau, s'emploie à montrer dans *National Hebdo* les véritables enjeux du négationnisme. Aujourd'hui, ce discours antisémite est réactivé par Jean-Marie Le Pen, par des idéologues du FN, par les instances frontistes régionales et locales. Depuis sa création, le Front national intègre dans ses programme et discours la défense de messieurs Bardèche, Faurisson, Roques, etc. Ce parti, ayant atteint 15,27 % des suffrages exprimés aux dernières élections, sera parvenu par l'intermédiaire de ses dirigeants à faire passer et accepter certaines idées auprès de son électorat. Le négationnisme en est une. Le Front national est l'unique parti politique français à accréditer des thèses qui participent à l'argumentaire ancien du « complot juif ». Dans *National Hebdo*, la conclusion de Martin Peltier est sans équivoque lorsqu'il déclare qu'il ira « au bout de l'abcès » et « espère ainsi troubler la vaste quiétude vénéneuse des ruminants politiquement dominants [...] ». Signalons qu'en page 7 Robert Faurisson s'exprime en personne dans l'hebdomadaire. Il faut alors se demander comment, cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on peut lire de tels propos. Et pourquoi un discours, dominé par l'antisémi-

tisme, fait autant d'adeptes. C'est en retraçant une histoire de l'extrême droite française (1948-1998), à l'origine de la négation de l'Histoire et de sa diffusion, que nous essaierons de répondre à cette question. Car, dès l'après-guerre, ces vaincus de l'Histoire tentent, dans un but ouvertement apologétique, de nier l'histoire de la Seconde Guerre mondiale afin d'en présenter une nouvelle version, en adéquation avec leur idéologie extrémiste.

## À l'origine du négationnisme, l'extrême droite...

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Maurice Bardèche – principal théoricien du néofascisme français – se bat pour la réhabilitation de son beau-frère, Robert Brasillach (fusillé le 6 février 1945 pour intelligence avec l'ennemi), et de son idéologie. D'extrême droite, la première génération négationniste appartient au camp des vaincus. Pour cette extrême droite française, avide de ressentiments, la réécriture de l'Histoire représente de véritables enjeux. Il s'agit tout d'abord de réintroduire l'antisémitisme dans le contexte d'après-guerre. Dès ses origines, le négationnisme est porteur de cette perspective. Maurice Bardèche est l'initiateur de ce discours. En trois ans et trois essais politiques, il devient le dénonciateur d'une « falsification historique ». Dans son premier essai, *Lettre à François Mauriac* (1947), adressé à l'écrivain qui avait tenté d'obtenir la grâce de Robert Brasillach auprès du général de Gaulle, Maurice Bardèche dénonce l'Épuration et s'attaque à la Résistance. Le vocabulaire est choisi. Les mots « mensonge » et « falsification » apparaissent. À la dénonciation de l'histoire de l'Occupation va se substituer celle du génocide juif. Dans *Nuremberg ou la Terre promise* (1948), le beau-frère de Robert Brasillach institue véritablement le révisionnisme historique en établissant ses bases discursives. Selon Maurice Bardèche, les Juifs sont responsables de la Seconde Guerre mondiale. Avec les Alliés, ils ont inventé les camps de la mort afin de culpabiliser l'opinion internationale et, de ce fait, d'obtenir une assise territoriale, Israël, première étape de leur domination. La vérité est celle-ci : le régime nazi n'a jamais exterminé les Juifs. Son projet s'inscrivait dans un rassemblement des Juifs vers l'Est, dans la création d'une « réserve juive ». Dans les camps d'extermination, on n'a gazé que des poux.

D'emblée, l'inversion discursive caractérise le négationnisme : inversion des responsabilités dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et inversion victimaire. Cette dernière figure rhétorique est à souligner. En effet, si l'accusation des Juifs « manipulateurs » et « falsificateurs » de l'Histoire est un fait constant dans l'histoire du négationnisme, il faut insister sur ceux qui vont être désignés comme les premières

victimes de ce mensonge pour l'argent qu'ils versent à Israël : les Allemands. Quelques années plus tard, les Allemands laisseront leur place de victimes privilégiées aux Palestiniens, aux Arabes qui subissent directement la pression d'Israël. Ce changement rhétorique s'impose en juin 1967, au moment de la guerre des Six-Jours.

Si Maurice Bardèche est condamné à l'été 1952 pour apologie de crimes de guerre, il ne se décourage pas pour autant. En 1952 paraît son dernier essai politique, *Nuremberg II ou les faux-monnayeurs*. La dénonciation-accusation de Maurice Bardèche perdure. Cette année-là, il fonde la revue *Défense de l'Occident*. Au gré du temps, ce mensuel se spécialise dans la dénonciation du « mensonge ». Les années soixante marquent un nouveau départ pour *Défense de l'Occident*. La propagande négationniste, au centre de l'engagement de Maurice Bardèche, fait partie intégrante des principes pour lesquels *Défense de l'Occident* se bat et combat. Il s'agit d'un négationnisme « protéiforme » puisant sa force dans l'antisémitisme. Les épigones du beau-frère de Robert Brasillach l'utilisent pour dédouaner Vichy. Lorsque Bernard Vorge prétend qu'il est nécessaire de « remarquer [...] combien la présence en France d'un gouvernement avait réellement protégé les Juifs<sup>1</sup> », il use d'un argument cher aux associations pétainistes et réhabilite d'un trait – tout en la falsifiant – l'action du gouvernement de Vichy. Moins de vingt ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ancien SS Pierre Hofstetter s'indigne de l'emprisonnement prolongé de Rudolf Hess. Il le ressent comme une « injustice », une « monstruosité<sup>2</sup> ». Il condamne les conclusions de l'« infâme » procès de Nuremberg<sup>3</sup>. Quelques mois plus tard, Pierre Hofstetter récidive. Sa « chronique » revêt un ton offensif. L'attaque vigoureuse qu'il adresse à l'ONU lui permet de s'en prendre directement à Israël et à ses habitants. Ses dénonciations s'articulent les unes aux autres. Le thème du « complot juif » est réactivé ; le dessein des Juifs s'inscrit dans un complot international visant à la domination mondiale. La création d'Israël en représente le premier stade. Les Juifs ourdissent une conspiration contre l'Occident. Le discours négationniste affleure directement dans les propos de l'ancien SS. Anticommunisme, antisionisme et antisémitisme s'y mêlent :

« Résultat du grand dessein de Roosevelt, l'ONU, dès sa création, fut prise en mains par les communistes. Sa charte, dont des chapitres entiers furent copiés de la Constitution soviétique, a été mise au point par le Juif

1. Bernard Vorge. « L'action et la folie. » *Défense de l'Occident*, novembre 1957, p. 69.

2. Pierre Hofstetter. « Le Scandale Rudolph Hess. » *Défense de l'Occident*, janvier 1963, p. 65-68.

3. *Ibid.* p. 66.

russe Léo Pasvolosky [...]. La présence du Pasvolosky en question aux origines du machin indique que l'ONU allait aussi être la "chose" des Juifs, d'abord comme instrument de domination mondiale et ensuite comme pourvoyeuse de grasses sinécures. Nous avons sous les yeux [...] la liste des Juifs installés aux postes de commande de l'ONU, et elle est édifiante. [...] Le machin onusien est, à la vérité, un complot permanent contre l'Occident. [...] Un État fantôme, Israël, a été fabriqué avec des terres volées aux Arabes et des milliards extirpés aux Allemands grâce au chantage des "crimes de guerre nazis", et l'apparition de cet État, soutenu par Londres et Paris, a provoqué des désordres incalculables dans le Proche-Orient, a déclenché une haine de l'Europe [...]¹. »

Louis Bertrand choisit d'exprimer explicitement sa nostalgie des temps anciens et en vient à regretter l'époque du Führer. D'un ton mélancolique, il narre son histoire d'un temps révolu et rapporte que quelques Français étaient là et regardaient, le « cœur serré et pourtant bouleversés par la beauté d'un tel spectacle (le Führer apparaissant au bord de l'estrade)² ». À ce moment, ils se demandaient : « Pourquoi ne voit-on rien de pareil chez nous ?... Ces multitudes, cette discipline, cette unanimité surtout qui donne l'idée d'une force invincible ! [...]³. » À partir de cette époque, la discrétion n'est plus de mise. À plusieurs reprises, l'équipe de *Défense de l'Occident* signale, à ses lecteurs, l'« importance du mouvement de "révisionnisme historique" [...] et des thèses » qu'ils étaient « à peu près seuls à soutenir ou à faire entrevoir il y a quinze ans, (qui) connaissent aujourd'hui une diffusion considérable⁴ ». Les idées de Maurice Bardèche réunissent de nombreux extrémistes. Elles permettent de dénoncer le « pouvoir juif » d'une seule traite. Antisémitisme convaincu, Maurice Bardèche tantôt parle de « démesure propre au tempérament juif⁵ », tantôt voit les Juifs « maîtres de la presse dans une société qu'on conduit par la presse, maîtres de l'argent dans une société qui ne croit qu'à l'argent, maîtres des régimes chez les peuples fatigués qui ne rêvent plus que d'obéir »⁶ ; une haine anti-juive scellée, en 1963, par la constitution, autour de messieurs Vallat et Bardèche, d'« une microscopique Société des amis d'Edouard

1. Pierre Hofstetter. « L'ONU contre l'Occident. » *Défense de l'Occident*, avril 1963, p. 60-61.

2. Louis Bertrand. « Souvenirs sur Hitler. » *Défense de l'Occident*, juillet-octobre 1964, p. 13.

3. *Ibid.*

4. « La Rectification permanente de l'Histoire. » *Défense de l'Occident*, novembre 1964, p. 78.

5. Maurice Bardèche. « La Question juive III. » *Défense de l'Occident*, mars 1964, p. 5.

6. *Ibid.* p. 7.

Drumont<sup>1</sup> » dont la vice-présidence est assurée par Henry Coston. Des années plus tard, Maurice Bardèche rapporte qu'il n'a jamais aimé la politique mais a « été forcé par la vie, par la révolte » de prendre des positions politiques : « Ce n'est pas du tout la même chose que de faire de la politique<sup>2</sup> », précise-t-il. De sa perception de l'Histoire, de son itinéraire personnel, de ses motivations politiques résulte son révisionnisme de vaincu. Humilié par la nouvelle carte géostratégique qui se dessine sous ses yeux, l'écrivain fasciste assiste à la naissance d'un État juif. Par corollaire, il perçoit la décadence de l'Allemagne compromettant à jamais la construction d'une certaine Europe. Impuissant devant cette nouvelle donne, Maurice Bardèche réinvente l'Histoire. Le fascisme devient son idéologie ; son antisémitisme lui sert de moteur.

Pendant les années soixante, *Défense de l'Occident* est animée par une équipe venue du groupuscule ultra Europe-Action, incarnée par Jean Mabire, François d'Orcival (pseudonyme d' Amaury de Chaunac-Lanzac) et Fabrice Laroche (pseudonyme d'Alain de Benoist). À la veille de la guerre des Six-Jours, de nouveaux rédacteurs, dont le jeune nationaliste François Duprat, investissent la rédaction de *Défense de l'Occident* et lui insufflent un nouveau départ. Le mensuel sort des numéros spéciaux où il « tente de définir idéologiquement un « néo-fascisme » français, plus intellectualisé que les tentatives antérieures<sup>3</sup> ». Pour Maurice Bardèche, ces différentes générations ont contribué au succès de sa revue. Elles se sont « associées dans le même refus du mensonge, de l'imposture et de l'injustice<sup>4</sup> ».

Alors que l'idéologie nationaliste reprend de la vigueur pendant les années soixante, l'apparition de groupuscules extrémistes comme Occident ou Europe-Action témoignent de la propension négationniste de l'extrême droite française. La négation de l'Histoire propre à cette mouvance se nourrit d'un antisémitisme démonologique. Par exemple, *Occident-Université*, journal lié au mouvement Occident (1964-1968), présente dans un de ses numéros une édition française des *Protocoles des Sages de Sion* « que nos adversaires prétendent apocryphes mais qui sont

1. Cf. Christian Delacampagne. « Histoire de l'antisémitisme en France (1945-1993) », in Léon Poliakov, dir., *Histoire de l'antisémitisme, 1945-1993*. Paris, Le Seuil, 1994, p. 133.

2. Lettre de Maurice Bardèche à Bernard Lejeune du 18 janvier 1987.

3. François Duprat. *Les Mouvements d'extrême droite en France de 1944 à nos jours*. Paris, Albatros, 1972, p. 218.

4. Maurice Bardèche. « Petite histoire de "Défense de l'Occident" ». *Défense de l'Occident*, décembre 1977-janvier 1978, p. 3.

pourtant bien prophétiques<sup>1</sup> ». Cependant, l'extrême droite française se montre divisée sur l'attitude à adopter quant à l'acceptation de la légitimité de l'État hébreu. En ces temps de décolonisation, une extrême droite majoritaire revendique une position pro-israélienne, nourrie d'un anti-ara-bisme et d'un anticommunisme soutenus. Pourtant, et c'est là sans doute une des ambiguïtés les plus flagrantes des conceptions idéologiques de cette extrême droite, celle-ci, tout en légitimant Israël face à la communauté arabe, se laisse de plus en plus pénétrer par le discours de Maurice Bardèche. Réceptifs à la propagande négationniste, ces « nationaux-sionistes » s'accommodent progressivement de la négation de l'Histoire. Entre la signature des accords d'Évian et la guerre des Six-Jours, l'ennemi changera de visage. La haine des Juifs supplantera la haine des Arabes et s'imposera comme thème de dénonciation dans leurs discours. La guerre du Kippour en 1973 mettra un terme définitif à ce virage idéologique, en phase avec la conjoncture internationale. L'antisémitisme exacerbé conduit une autre fraction de l'extrême droite, minoritaire celle-là, à dénoncer le « mensonge des Juifs » sous couvert d'antisionisme. Aussi devient-elle, à la veille de la guerre des Six-Jours, pro-palestinienne par nécessité dogmatique. C'est précisément à ce moment que François Duprat rejoint l'équipe de *Défense de l'Occident*. violemment antisioniste et antisémite, cet homme âgé de 26 ans, apporte une nouvelle jeunesse à l'équipe de Maurice Bardèche. Avec lui, l'instrumentalisation du discours négationniste, dans une optique ouvertement antisioniste, anticommuniste et antisémite, va s'opérer. Elle préfigure la rhétorique négationniste contemporaine de l'extrême droite.

À l'aube des années soixante-dix, Maurice Bardèche décide de se consacrer à la littérature tout en continuant de propager son discours. Plusieurs explications peuvent être données. La première réside dans l'apparition sur la scène publique et médiatique de Paul Rassinier<sup>2</sup>, présenté comme le premier révisionniste français. Les conséquences politiques, juridiques et personnelles de la sortie de ses ouvrages doivent aussi certainement être prises en considération. La troisième et dernière raison est la venue de cette génération de nationalistes français parmi lesquels un homme s'impose. Il s'agit de François Duprat (1941-1978), au centre de la diffusion de la propagande négationniste en France.

Cet ancien trotskiste épouse rapidement l'idéologie d'extrême droite et fait un passage remarqué dans différents groupes ultra-nationalistes. En

1. *Occident-université*, n° 11, 1965.

2. Sur Paul Rassinier, cf. Florent Brayard. *Comment vint l'idée à M. Rassinier. Naissance du révisionnisme*. Paris, Fayard, 1996, 464 p.

1967, il crée le Rassemblement pour la libération de la Palestine et entretient des relations avec certaines organisations arabes comme le Parti populaire syrien<sup>1</sup>. Un communiqué annonce l'organisation de M. Duprat dans *Défense de l'Occident* :

« RASSEMBLEMENT POUR LA LIBÉRATION DE LA PALESTINE [...] »

« Au moment où les agresseurs impérialistes d'Israël effectuent dans les territoires occupés leur "solution finale" du problème arabe, nous, patriotes français, réaffirmons notre solidarité avec le peuple opprimé de Palestine, dans son héroïque résistance contre l'occupant sioniste. Nous sommes sûrs que, tôt ou tard, la Palestine sera libérée du joug des terroristes juifs de l'Irgoun Tzvaï Leumi, dont le chef parade actuellement à Jérusalem et ne cache pas sa volonté de créer le plus grand Israël. Décidés à informer nos compatriotes, au sujet du génocide en cours depuis 1948, nous demandons aux Français désireux de défendre le Droit et la Justice de prendre contact avec nous pour lutter contre le lobby sioniste en France et pour diffuser toute information sur le combat livré par le peuple arabe contre l'envahisseur.

« À BAS LES AGRESSEURS IMPÉRIALISTES D'ISRAËL !

« LA LIBERTÉ POUR LA PALESTINE ARABE ! »

Pro-arabe, François Duprat l'est davantage par obligation idéologique que par conviction. Ce pro-arabisme d'extrême droite cache un antisémitisme virulent. Le soutien pro-palestinien devient, dès lors, une des constantes de la rhétorique négationniste. Les termes de « solution finale » apparaissent. Leur emploi n'est évidemment pas innocent : les Juifs sont accusés de la pratiquer à l'égard des Arabes. Nous ne sommes plus en présence d'un renversement du processus victimaire mais d'une tentative de mise en correspondance des crimes, qui vise à montrer les soi-disant victimes d'hier comme les bourreaux d'aujourd'hui davantage sanguinaires que les hitlériens. Cette interprétation s'accompagne d'une mise au point sur la qualification de génocide. François Duprat le précise. Là, et contrairement à ce que firent les Allemands durant la dernière guerre, il s'agit véritablement d'un génocide. Les termes propres à la politique d'extermination nazie subissent un renversement :

« Mais une telle politique d'expansionnisme belliqueux est inséparable de la nature même de l'État juif, et, cela, depuis sa création. Bâti sur une injustice et sur un véritable génocide (car l'expulsion de tout un peuple de sa patrie est un génocide, au même titre que son extermination), Israël poursuit, grâce au soutien inconditionnel de la juiverie internationale, sa

1. « La Vraie Piste dans le meurtre de François Duprat. » *Minute*, 29 mars-4 avril 1978.

“Solution finale” du problème arabe. Et, à la différence de la Solution finale des SS du III<sup>e</sup> Reich, il est bien question là d’une liquidation globale du fait arabe au sein de l’État juif. En droit comme en fait, Israël, oiseau de proie au Moyen-Orient, est une construction artificielle, vaine et mensongère, qui disparaîtra tôt ou tard<sup>1</sup>. »

La guerre des Six-Jours initie ce changement d’attitude fondamental dans la rhétorique négationniste : la cause palestinienne devient la nouvelle cause à défendre. L’État d’Israël est paré des stigmates d’un État raciste. Le sionisme devient mystificateur – les Juifs ont menti pour créer leur État –, raciste – les Juifs ont expulsé les Palestiniens –, raciste et conspirationniste : Israël devient le centre d’une conspiration mondiale. À ce moment, l’utilisation du discours négationniste revêt une autre ampleur et se dote d’une nouvelle signification : détruire l’État « impérialiste » sioniste. Le thème d’un peuple allemand victime du mensonge n’est pas abandonné. Il est exploité différemment. François Duprat est l’initiateur de ce virage. Les Juifs se voient doublement incriminés. Ils sont accusés d’avoir menti pour obtenir un État et d’avoir expulsé, par la force, les Palestiniens de leur territoire.

La fin des années soixante et les années soixante-dix doivent être considérées, en France, comme des années de gestation révisionniste. Le discours de la révision-négation de l’Histoire se transforme. Son évolution se fonde sur des apports extérieurs. La brochure de l’Allemand Thies Christophersen, *Le Mensonge d’Auschwitz*, est traduite en français, en 1976, par le néo-nazi Michel Caïnet (directeur de publication du *Combat européen*) et diffusée dans l’Hexagone. Ancien SS affecté à Auschwitz en 1944, Thies Christophersen édite à compte d’auteur, en Allemagne, le petit fascicule traduit rapidement en plusieurs langues et vendu à plus d’un million d’exemplaires. Il est alors journaliste en RFA pour *Die Deutsche Bauernschaft*, publication d’extrême droite. Dans la préface du *Mensonge d’Auschwitz*, l’avocat Manfred Roeder prétend que l’« Allemagne n’a pas voulu la guerre et [...] ne l’a pas commencée. Elle y a été contrainte par ses ennemis mortels. Hitler n’a jamais voulu exterminer les Juifs et n’en a jamais donné l’ordre, de même qu’il n’a jamais ordonné la destruction de quelque peuple que ce soit. Il n’y a pas eu non plus de chambres à gaz. Tout cela est l’invention de quelques cerveaux malades. La quasi-totalité des procès concernant les “criminels de guerre” et les camps de concentration ont été menés en présence de témoins parjures et avec l’aide de

1. François Duprat. « Les Violations des accords d’armistice par Israël. » *Défense de l’Occident*, juillet 1967, p. 28.

documents falsifiés<sup>1</sup> ». Par la suite, beaucoup de négationnistes se réfèrent à l'interprétation idyllique des camps décrite par l'ancien SS :

« [...] Le détachement de Birkenau était formé de gens gais. En travaillant, (ils) chantaient des chansons polonaises et les Tziganes exécutaient leurs danses. [...] Pour tous ceux qui vivaient dans le camp de notre secteur, tout resta bien organisé. Le colonel A... avait obtenu qu'une fois par semaine la camionnette du cinéma en campagne vienne dans notre camp<sup>2</sup>. »

Le fascicule de l'Anglais Richard Harwood (pseudonyme de Richard Verral), *Six Millions de morts le sont-ils réellement ?* est introduit au sein du Front national puis de la France entière par François Duprat. Parti politique marginal, le Front national s'accommode fort bien de la tendance nationaliste-révolutionnaire. François Duprat est en passe, à la fin des années soixante-dix, de devenir un successeur de l'envergure de Maurice Bardèche. Son assassinat, au printemps 1978, interrompt brutalement son ascension fulgurante et annonce la nouvelle orientation frontiste<sup>3</sup>.

Pendant ce second âge du négationnisme (1967-1978), le discours négationniste ne fait pas beaucoup d'adeptes déclarés. Dans son ensemble, l'extrême droite française se rallie à la cause négationniste par « antisionisme », guerre du Kippour oblige. Pour tous, la guerre d'octobre 1973 représente un tournant idéologique et l'antisionisme se double d'un antisémitisme déclaré. Durant ces années de confinement, Maurice Bardèche poursuit son travail de sape. Il clame ne pas détester le peuple juif en tant que peuple mais honnir la « puissance juive anonyme et apatride qui pèse sur nous, nous étouffe, nous asphyxie, nous dégrade, nous empêche d'être nous-mêmes<sup>4</sup> ». *Défense de l'Occident* regorge d'articles dénonçant la « mystification juive ». Selon Maurice Bardèche, la guerre des Six-Jours a révélé la « puissance internationale juive<sup>5</sup> », démontré la réalité du pouvoir juif et la force de la « dictature juive<sup>6</sup> ». Les événements de juin 1967 attestent l'existence d'un complot juif mondial. Le Juif « existe, il est regardé comme un problème. La puissance juive existe, elle est regardée comme un danger<sup>7</sup>. » Comme à son habitude, Maurice Bardèche revisite

1. Manfred Roeder (version française traduite par Michel Caignet). Préface au *Mensonge d'Auschwitz*. Seconde édition, 1976, p. 9.

2. Thies Christophersen. *Le Mensonge d'Auschwitz*. Op. cit. p. 23-24.

3. Cf. *infra*.

4. Maurice Bardèche. « Israël et quelques autres problèmes. » *Défense de l'Occident*, septembre 1967, p. 11.

5. Maurice Bardèche. « Progrès et chances du fascisme. » *Défense de l'Occident*, octobre-novembre 1970, p. 10.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.* p. 11.

l'Histoire et la marque de son sceau de haine. La forme de ses écrits rappelle les pamphlets d'avant-guerre et certains journaux – dont les dénonciations du propagandiste Henry Coston – sous l'Occupation. Pour l'écrivain fasciste, la guerre ne modifie en rien le discours dont il devient le porteur. Son antisémitisme ne provient pas d'un quelconque antisionisme, ni des soubresauts géopolitiques. Il est viscéral. Son texte, « L'Occupation et le pillage », suffit à lui seul à illustrer l'antisémitisme paroxystique du négationniste français. Selon lui, les Juifs « occupent » la France depuis l'après-guerre. Le but de la manœuvre est essentiel. Il s'agit de piller la France et ses habitants. On retrouve l'idée ancienne de la mainmise juive – l'Occupation – à laquelle Maurice Bardèche ajoute celle du mensonge. Le négationnisme vient agrémente une vieille recette :

*« [...] En réalité, depuis vingt-cinq ans notre pays est occupé et nous vivons, sans le savoir, sous les mécanismes qui sont ceux de toutes les puissances occupantes, amis que nous ne reconnaissons pas sous leur travestissement, la propagande, la Gestapo, les réquisitions, la rafle. Et le résultat est celui que produisent automatiquement toutes les occupations, elles sont faites pour cela : c'est le pillage. L'imposture originelle de la soi-disant "résistance" et de la soi-disant "libération" a installé au pouvoir un gang dont beaucoup de membres n'avaient à leur actif, il faut le reconnaître, ni aucun fait de "résistance", ni aucune participation à la comédie de la "libération". Ils se présentèrent au bon moment, voilà tout, et crièrent plus fort que les autres. Ils massacrèrent d'abord tous leurs adversaires avec des procédés qui égalent ou dépassent en atrocité tout ce qui a été inventé ailleurs ou en d'autres temps. Puis ils s'emparèrent de tous les moyens de communication [...], les utilisèrent pour la falsification de l'Histoire, l'installation de l'imposture et le règne du mensonge. Toute notre presse actuelle [...] est issue de ce mensonge [...]. Les policiers et les tribunaux d'exception vinrent ensuite. Mais ils ne sont pas [...] la seule incarnation de la Gestapo. Celle-ci a été reconstituée sous la forme plus subtile de la technocratie [...]. Car le pillage est le but final de cette occupation. Pendant vingt-cinq ans, cette vérité a pu être cachée. Et nous étions seuls ou à peu près seuls à dénoncer ce mécanisme. Aujourd'hui, les façades craquent. Et les repaires de pirates apparaissent : cavernes d'Ali-Baba regorgeant de richesses, non de perles et de sacs de poudre d'or, mais des instruments nouveaux des pêcheurs de milliards, la drogue, la prévarication, les permis de construire, les bénéfiques de l'immobilier, les arrérages de l'usure, la spéculation, la dépouille des épargnants niais et avides, à peu près aussi sympathiques que ceux qui les ont volés. Ils y sont tous et ce n'est que le début. Comme un château de cartes, la construction de l'imposture s'abat, montrant ses rats. [...] Il n'y a d'espoir pour ce pays que s'il parvient à sentir la condition de pays*

occupé : et qu'il sache que ce n'est pas en changeant l'uniforme des occupants qu'on mettra fin à l'occupation. Mais d'abord en prenant conscience du mensonge qui est à la base de ce vol de nos âmes et de nos biens auquel les savants de notre temps donnent le joli nom d'aliénation<sup>1</sup>. »

Quelques années plus tard, alors que *Défense de l'Occident* s'est tout bonnement spécialisé dans la littérature négationniste, Maurice Bardèche décide de faire le point sur la négation de l'Histoire. L'imprécision est manifeste dans certains de ses propos, notamment sur la question du chiffre des victimes : le nombre de « disparus » est difficile à fixer. Les « six millions » restent un nombre « répandu par la propagande juive [...] contraire à la réalité<sup>2</sup> » bien que les chiffres de « 900 000 victimes [...] ou [...] celui de 350 000 [...] ou encore [...] celui de 200 000<sup>3</sup> » soient davantage probants. Les causes de cette « disparition » n'ont pas changé. Au sujet de l'existence des chambres à gaz, l'écrivain fasciste se fie à la déclaration de Martin Brozsat, dans *Die Zeit* (1960). Il ne nie donc pas vraiment leur existence puisque les propos du directeur de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich attestent leur réalité dans les territoires de Pologne. Le discours négationniste des années soixante-dix ne se polarise pas sur la négation des chambres à gaz. Pour Maurice Bardèche et ses thuriféraires, il faut avant tout mettre en évidence le pouvoir juif et, par corollaire, l'existence d'un complot juif mondial oeuvrant à une redoutable propagande. Le négationnisme n'est alors qu'un thème marginal, un discours d'appoint.

Depuis son apparition sur la scène publique, l'écho de la thématique négationniste se répercute faiblement. La proximité de l'événement explique pour une grande part l'insuccès d'un discours porté par des anti-sémites déclarés. Car aucun porteur, digne de ce nom, ne peut reprendre le flambeau délaissé par celui présenté trompeusement comme l'« homme de gauche » Paul Rassinier. L'arrivée de Robert Faurisson sur la scène médiatique, fin décembre 1978, va justement troubler cette accalmie. Ce professeur de lettres à l'université Lyon II qui se prétend apolitique et qui dénonce, depuis des années, les « mythes » du xx<sup>e</sup> siècle (Rimbaud et des chambres à gaz, *ndlr*), acquiert une célébrité – longtemps recherchée – avec la publication par *Le Monde* (décembre 1978) d'une partie de ses

1. Maurice Bardèche. « L'Occupation et le pillage. » *Défense de l'Occident*, décembre 1971, p. 4-5-6.

2. Maurice Bardèche. « Chronique du monde à direction juive. Le Vietnam et autres problèmes. » *Défense de l'Occident*, mai 1975, p. 8.

3. Maurice Bardèche. « Le Mythe du 8-Mai et le mythe des six millions. » *Défense de l'Occident*, juillet 1975, p. 6.

thèses, dans un contexte français marqué par la recrudescence de l'antisémitisme (symbolisée par une vague d'attentats jusqu'en 1980), hanté par la mémoire des années quarante-quarante-cinq et témoin de la renaissance de l'extrême droite avec notamment la percée du Front national. L'universitaire lyonnais profite du scandale suscité par l'affaire Darquier de Pellepoix, un mois auparavant<sup>1</sup>, pour entrer dans l'arène médiatique. Il commence une nouvelle carrière et tente d'asseoir sa réputation de « révisionniste ». Pendant les années quatre-vingt, la rhétorique négationniste prend un tournant discursif, impulsé par Robert Faurisson qui se proclame « antisioniste » et pour qui la « chambre à gaz, la magique chambre à gaz, est la clef de voûte d'une immense construction qui s'appelle le mensonge de l'Holocauste<sup>2</sup> ». Ses théories sont résumées dans cette phrase, prononcée par Robert Faurisson sur *Europe 1*, en décembre 1980 :

« Les prétendues “chambres à gaz” hitlériennes et le prétendu “génocide” des Juifs forment un seul et même mensonge historique, qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international et dont les principales victimes sont le peuple allemand – mais non pas ses dirigeants – et le peuple palestinien tout entier. »

Robert Faurisson assure ainsi un tournant aux thèses développées par ses prédécesseurs en niant la fonction meurtrière des chambres à gaz et en se rangeant immédiatement du côté des Palestiniens, premières victimes du « mensonge » selon lui. Surtout, l'universitaire lyonnais attire de nouveaux adeptes. Si Paul Rassinier était parvenu à préserver l'amitié de quelques anarchistes, Robert Faurisson réussit un coup de maître pendant son affaire. Il séduit une ultra-gauche qui vient en aide à M. Faurisson, recevant de quelques révolutionnaires d'antan un aval idéologique inespéré. Des intellectuels de gauche s'engagent dans l'affaire Faurisson. Juifs pour la plupart, ils laissent leur nom s'associer à celui de Robert Faurisson. Pour l'extrême droite française, le négationnisme « révolutionnaire » joue, avant tout, l'effet d'une diversion. L'affaire Faurisson lui permet d'exploiter le filon du négationnisme. Réceptifs, dans leur ensemble, à la propagande faurissonienne, les ultras l'accréditent avec plus ou moins de discrétion.

1. Le 28 octobre 1978, le journal *L'Express* titre : « À Auschwitz, on n'a gazé que des poux », reprenant ainsi la phrase « scoop » de l'interview de Louis Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux Questions juives sous Vichy, effectuée par le journaliste Philippe Ganier-Raymond. L'interview suscite un tollé général.

2. Robert Faurisson. « Le Révisionnisme devant les tribunaux français. » *Annales d'histoire révisionniste*, n° 7, printemps-été 1989, p. 88.

## Une adhésion unanime

Pendant l'affaire Faurisson, l'extrême droite française poursuit sa dénonciation du mensonge ambiant. Ses structures d'accueil, de vente et de diffusion propagent la littérature « non conformiste ». Comme l'observe Henry Coston, son « ami Maurice Bardèche est de ceux qui, depuis plus de quarante ans, luttent pour la vérité et la liberté. [...] De l'autre côté de la barricade, des hommes combattent, eux aussi, pour la liberté et la vérité. Et, tout naturellement, comme ils sont honnêtes, ils se heurtent aux mêmes tabous. [...] Il faut beaucoup de courage aux uns et aux autres pour oser s'élever comme ils le font contre les sacro-saintes idées reçues. [...] C'est parce qu'il y a des journaux comme *Présent* et *Rivarol* [...], des diffuseurs comme Jean Auguy, de DPF (Diffusion de la pensée française, *ndlr*), comme J.-G. Malliarakis, de la Librairie française [...], qui répandent ces livres et ces journaux boycottés par les réseaux de diffusion officiels et privés, que nous n'avons pas le droit de désespérer<sup>1</sup> ». Les groupuscules extrémistes tels L'Œuvre française de Pierre Sidos, la Fédération d'action nationale européenne (FANE) de Marc Fredriksen et d'autres utilisent ouvertement les thèses négationnistes dans leurs discours et leurs publications. Corollaire de l'antisémitisme, le négationnisme leur offre un atout inestimable : la capacité de maquiller leurs haines ancestrales. Pendant les années quatre-vingt, le discours négationniste d'extrême droite s'articule autour de deux axiomes fondamentaux :

- L'expression généralisée d'un antijudaïsme radical qui n'est plus marqué par l'inhibition ;
- L'antisionisme, paravent de l'antisémitisme.

Le négationnisme d'extrême droite conteste le droit à l'existence de l'État d'Israël. Cet antijudaïsme déguisé permet aux ultras de se transformer en défenseurs des Palestiniens, population opprimée par le peuple qui pratique à son égard une véritable politique de « génocide ». L'amalgame rhétorique du sionisme au nazisme parachève l'édifice négationniste élaboré pendant toutes ces années. Si quelques membres du Front national affichent ouvertement leur antisionisme pendant les années quatre-vingt, le Front national ne se prononce pas ouvertement sur la politique israélienne. Il faut attendre les années 1985-1986, et la guerre du Golfe en 1990-1991, pour que le parti de Jean-Marie Le Pen affiche officiellement son soutien aux Palestiniens.

1. Henry Coston. « Les Libres Propos d'Henry Coston. » *Lectures françaises*, mars 1982, p. 16.

Nier les chambres à gaz nazies, banaliser le Troisième Reich, réhabiliter Vichy et s'appesantir sur les crimes communistes constituent une relecture de l'histoire sans précédent et dangereuse. Les négationnistes parviennent ainsi à exprimer le fait qu'Hitler n'est, en aucun cas, un assassin, un criminel pire que les autres, l'existence du Goulag venant contrebalancer l'horreur de ses crimes. Sans quelques égarements, le Führer serait même parvenu à sauver l'Europe. Ce message du négationnisme d'extrême droite recouvre le thème central de l'ouvrage de Maurice Bardèche : *Qu'est-ce que le fascisme ?* (1960) – un message propagé, plus ou moins ouvertement, par les formations politiques extrémistes des années quatre-vingt.

Si l'adhésion de l'extrême droite française au discours négationniste est globalement unanime pendant les années de l'affaire Faurisson, il existe différentes intégrations du discours négationniste comme propagande politique. Nous les exposons à travers deux tendances extrémistes : celle des associations pétainistes et celle d'un néo-nazisme affiché par la FANE. Pendant les années quatre-vingt, trois organisations œuvrent principalement à la réhabilitation du maréchal Pétain : l'ADMP, l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain, l'ANPV – l'Association nationale Pétain-Verdun – de Nantes (1972) et d'Asnières (1982)<sup>1</sup>. Dès sa création, en 1952, le but de l'ADMP vise le rassemblement de « tous ceux qui ont vu dans l'armistice de juin 1940 un acte sauveur<sup>2</sup> ». De la réhabilitation du maréchal, de la révision du procès de l'homme de Verdun, certains passent aisément à la révision-négation de l'Histoire ; et ce, avec discrétion, prudence et sans connaissance particulière du milieu négationniste. En février 1979, *La Voix du Maréchal* présente un article sur le feuilleton *Holocauste* qui se réfère à « Robert Forisson (*sic*) ». Nombre de contradictions se relèvent dans l'opinion de ces nostalgiques. Car, s'ils se montrent indéniablement séduits par le discours négationniste, le discours de Robert Faurisson présente pour eux un dilemme. D'une part, il offre cette opportunité de laver le maréchal Pétain, accusé « indûment » d'avoir été complice de l'extermination des Juifs ; mais, d'autre part, la réalité du génocide juif se révèle difficilement niable puisqu'on a coutume de dire qu'avec le maréchal Pétain, présenté comme le « sauveur de la France », nombre de Juifs ont été sauvés de la persécution et de l'extermination. Dans cette dernière perspective, les adulateurs du combattant de

1. En 1982, Hubert Massol démissionne de l'ANPV de Nantes pour fonder l'ANPV à Asnières. Sur les différentes associations pétainistes, cf. *Article 31*, septembre 1987, p. 9-11 ; Jean-Yves Camus, René Monzat. *Les Droites nationales et radicales en France*. Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992, p. 276-280.

2. *Article 31*, septembre 1987, p. 10.

Verdun insistent sur l'ignorance du maréchal Pétain de la politique d'extermination nazie. Cette ambivalence rhétorique se retrouve dans la confusion de leurs propos. Dans une lettre (reproduite dans la publication pétainiste *Le Maréchal*) adressée au garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, Jean Borotra, président de l'ADMP et ancien ministre du maréchal, exprime son « émotion » suite à l'affaire Darquier de Pellepoix et à la diffusion d'*Holocauste*. Il rappelle que « tous les Français partagent le sentiment d'horreur que suscitent la décision monstrueuse des Chefs nazis de procéder au génocide des Juifs et les images atroces d'*Holocauste*<sup>1</sup> ». Toutefois, il réprovoque l'« utilisation abusive faite par certains de l'émotion ainsi créée pour provoquer une injuste et odieuse condamnation morale du Gouvernement du Maréchal Pétain, accusé d'avoir été le pourvoyeur des chambres à gaz et des fours crématoires. **Car le Maréchal et ses ministres ignoraient totalement que la déportation des Israélites avait pour but de les mener à l'extermination**<sup>2</sup> ». Pourtant, à la page suivante du même numéro, sont conseillés les principaux ouvrages négationnistes présentés comme des « documents essentiels » à lire et à faire découvrir aux jeunes. La méconnaissance totale des pétainistes envers le négationnisme et ses représentants est à souligner une nouvelle fois. Des erreurs grossières accompagnent la présentation :

« – *Le Procès de Nuremberg* (sic) de Maurice Bardèche,  
 – *Le Message d'Ulysse* (sic) de Paul Raissinier (sic),  
 – *Les articles du Professeur Faurisson de Lyon, Le Dossier de la Croix-Rouge Internationale*<sup>3</sup>. »

À l'opposé des ambages langagières de ces associations doit être mentionnée la FANE, Fédération d'action nationale et européenne. Mouvement typiquement nazi, la FANE<sup>4</sup> a adopté le folklore du national-socialisme : chemise brune, salut hitlérien et doctrine du troisième Reich. Cette dernière prend forme dans *Notre Europe*, bulletin de la FANE (dont l'entête expose le nombre de mois de captivité de leur « camarade » Rudolf Hess) dirigé et principalement rédigé par Marc Fredriksen, et dans son mensuel, *L'Immonde*. Après la mort de François Duprat, la FANE quitte le Front national et choisit de faire sa route seule. En 1979, plusieurs atten-

1. *Le Maréchal*, février 1979, p. 7.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.* p. 8.

4. Sur la FANE, cf. Jean-Yves Camus, René Monzat. *Les Droites nationales et radicales en France. Op. cit.* p. 46-47 ; Joseph Algazy. *La Tentation néo-fasciste en France. 1944-1965*. Paris, Fayard, 1984, p. 172-187. Alain ROLLAT. *Les Hommes de l'extrême droite. Le Pen, Ortiz et les autres*. Paris, Calmann-Lévy, 1985, p. 183-194.

tats sont attribués au groupuscule néo-nazi<sup>1</sup>. Plusieurs numéros de *Notre Europe* sont incriminés et tombent sous le coup de la loi de 1972. Marc Fredriksen, ancien employé de banque, âgé de quatre ans en 1940, pense que « Pétain a manqué de fermeté ». Pour lui, « Hitler n'a jamais ordonné le génocide des Juifs. Il n'a inquiété que les Juifs en situation irrégulière. Il voulait les regrouper sur un territoire en Palestine, mais les Anglais ont refusé. À Madagascar, les Français s'y sont opposés. À l'Est, mais il y avait les Soviétiques. Alors, en attendant la victoire, on les a mis dans des camps de transit. Il n'y a pas eu de fours crématoires<sup>2</sup> ». En septembre 1980, la FANE est dissoute. Une nouvelle structure politique attend Marc Fredriksen. Trois mois plus tôt, en juillet, la création des Faisceaux nationalistes européens (FNE) anticipait la dissolution du groupuscule néo-nazi. Marc Fredriksen devient un simple militant des FNE, aux effectifs très réduits, afin d'éviter de faire tomber son groupe sous le coup d'une accusation de reconstitution d'association dissoute. Il s'active alors à développer les contacts entre les FNE et les nationalistes-révolutionnaires européens.

Mi-septembre, Marc Fredriksen comparait devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, en tant que directeur de publication de *Notre Europe*. Il doit répondre aux accusations de « diffamations raciales, de provocations à la discrimination, à la haine ou à la violence raciales, d'apologie de crimes et délits et de complicité ». Amené à préciser ses opinions, il déclare :

« Les camps du III<sup>e</sup> Reich sont une invention de la propagande sioniste. La revenante Simone Veil a fait croire à la fable ignoble d'un prétendu massacre des Juifs... Notre conception est de défendre notre ethnique, nous avons le droit d'être gouvernés conformément à notre ascendance aryenne à 100 %<sup>3</sup>. »

Dix ans plus tard, l'extrême droite française, représentée électoralement par le Front national, atteint des scores sans précédent. Ses composantes recourent largement à la thématique négationniste, doublée du thème du « complot juif ». Les anciens exploitent toujours le « mensonge du XX<sup>e</sup> siècle ». Dans le mensuel d'Henry Coston, *Lectures françaises*, on appelle au vote Le Pen, le « vote utile<sup>4</sup> ». Dans *Écrits de Paris*, on dénonce

1. Cf. Christian Colombani. « La FANE : un groupuscule néo-nazi en France. » *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juillet 1979. 290 attentats sont attribués à l'extrême droite française entre 1977 et 1981. Cette vague d'attentats culmine avec l'attentat meurtrier de la rue Copernic, le 3 octobre 1980.

2. Christian Colombani. « La FANE : un groupuscule néo-nazi en France. » *Art. cit.*

3. Dans *Le Monde*, 19 octobre 1980.

4. « Le Vote utile, le vote Le Pen. » *Lectures françaises*, avril 1988, p. 56.

le « mystère des chambres à gaz<sup>1</sup> », la « France muselée<sup>2</sup> », les « dangers d'une histoire officielle<sup>3</sup> ». Pierre Pauty évoque la « puissance du terrorisme intellectuel<sup>4</sup> » et en appelle au « révisionnisme » comme seule issue « contre la propagande<sup>5</sup> ». Le Parti nationaliste français, par l'intermédiaire de son mensuel *Militant*, utilise abondamment le discours négationniste. Pour eux, « si les thèses hérétiques viennent à se propager et que tombe également le mythe du « génocide », lequel n'a plus, en France, tellement d'échos dans les couches populaires qui avouent, parfois, en avoir leur claque du matraquage télévisé sur [...] fond d'holocauste, oui, si l'on se met à douter devant les postes de télé, la pérennité du SYSTÈME devient aléatoire. Hitler promettait un Reich de mille ans, les sionistes espèrent, eux, régner jusqu'à la fin des temps ainsi que le leur promettent les Écritures<sup>6</sup> ». Si le PNF rejette l'accusation d'antisémitisme, il ne s'interdit pas pour autant de dénoncer la « surreprésentation » juive sans commune mesure avec la faible importance de leur communauté<sup>7</sup>. Pour eux, la « question juive » s'est toujours posée et se pose encore « pour une simple et bonne raison : dans tous les pays où ils vivent, les Juifs n'ont jamais cessé de réclamer une participation pleine et entière aux affaires des peuples dont ils veulent fondamentalement demeurer différents<sup>8</sup> ». La situation est simple : « Le B'nai B'rith gouverne la France<sup>9</sup>. »

Au printemps 1990, Pierre Sidos proclame dans *Le Soleil*, périodique de l'Œuvre Française, que la « grande tromperie de l'Holocauste et la duperie des chambres à gaz homicides forment une seule et même falsification historique qui a servi de justification à une gigantesque escroquerie planétaire, dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international ». Lors de la guerre du Golfe, un tract de l'Œuvre française, distribué aux portes de la fête annuelle du Front national des Bleu-Blanc-Rouge (BBR)<sup>10</sup>, s'insurge contre le « diktat sioniste ». Marc

1. Yves Chiron. *Écrits de Paris*, juin 1986, p. 59-62.

2. Pierre-Marie Laurent. *Écrits de Paris*, mai 1989, p. 27-28.

3. Danièle Dezitter. *Écrits de Paris*, septembre 1990, p. 56-57.

4. Jean Denipierre (pseudonyme de Pierre Pauty). *Écrits de Paris*, janvier 1987, p. 15-19.

5. Jean Denipierre. « Le Révisionnisme contre la propagande. » *Écrits de Paris*, février 1990, p. 9-11.

6. Henri Simon. « Terrorisme intellectuel. » *Militant*, novembre 1986, p. 14.

7. Bernard Marillie. « Libres Propos nationalistes sur le racisme et l'exclusion. » *Militant*, 20 juillet 1990, p. 12.

8. Pierre Pauty. « Question juive. » *Militant*, mai 1987.

9. *Militant*, 1<sup>er</sup> mai 1992.

10. Cf. Jean-Yves Camus, René Monzat. *Les Droites nationales et radicales en France*. *Op. cit.* p. 289.

Fredriksen déclare, dans un hebdomadaire à grand tirage, admirer Hitler, le « plus grand homme du xx<sup>e</sup> siècle » au « grand dessein, hélas incompris », et déplorer le manque actuel de personnalité charismatique<sup>1</sup>. Le mensuel des Faisceaux nationalistes européens crie au « mensonge d'Auschwitz » dans un évident dessein de réhabilitation du nazisme. Quant au Parti nationaliste français et européen, le PNFE<sup>2</sup>, créé par Claude Cornilleau, il rejette ouvertement le système et la démocratie, à la différence du Front national. Le discours négationniste abonde tant dans leurs discours que dans leurs périodiques. Un bulletin, lié à la section lilloise du PNFE, 732 *Poitiers*, explique que l'« Holocauste, c'est du bidon ». Hospitaliers envers l'obéissance skinhead, les militants du PNFE commémorent avec les FNE l'anniversaire de la naissance d'Hitler. Ensemble, ils se réunissent le 20 avril, jour de la naissance du Führer, et fêtent l'événement. Leur rituel au château du Corvier, dans le Loir-et-Cher, célèbre, dans une ambiance nazie, l'équinoxe<sup>3</sup>. Entre les entretiens d'Henri Roques, de Robert Faurisson et de Gaston-Armand Amaudruz, on se demande, dans *Tribune nationaliste*, si « ça gaze<sup>4</sup> ». On qualifie *Le Mythe du xx<sup>e</sup> siècle* d'« ouvrage fondamental<sup>5</sup> » en évoquant les « historiens honnêtes ». Érik Sausset, jeune militant breton, une des têtes montantes du PNFE, explique que ce « chiffre monstrueux, affolant, de six millions, et la légende qui l'entoure ont été à partir de 1945, et après quelques tâtonnements franchement burlesques, arrêtés par ces instances occultes [...], accrédités par les « témoignages » de toutes sortes de mythomanes

1. Interview de Marc Fredriksen. « Qui admirez-vous ? Hitler, bien sûr ! » Propos recueillis par Patrick Sery. *L'Événement du jeudi*, 4-10 juin 1987, p. 57.

2. Jusqu'à mi-1989, le PNFE connaît une forte implantation. Il affirme alors combattre « pour la race et la nation », se revendique révolutionnaire, raciste et xénophobe. Le groupuscule entretient, sur le plan international, des relations avec plusieurs mouvements néo-nazis européens. En janvier 1989, certains de ses dirigeants sont mis en cause dans le cadre des attentats racistes de 1988 contre des foyers Sonacotra dans le sud-est de la France. Messieurs Cornilleau et Lecanu sont inculpés et mis en détention. Fin 1989, le PNFE se rapproche des Faisceaux nationalistes européens. En 1994, Claude Cornilleau est condamné pour diffusion d'objets de propagande nazie. On reparle du PNFE, pendant l'été 1996, lors de Carpentras (sur ce point, cf. Jean-Michel Dumay. « Des skinheads d'extrême droite seraient bien les auteurs de la profanation de Carpentras. » *Le Monde*, 2 août 1990). Sur le PNFE, cf. « PNFE, une formation néo-nazie ». *Le Monde*, 2 août 1996 ; Jean-Yves Camus, René Monzat. *Les Droites nationales et radicales en France. Op. cit.*, pp. 256-258. Marc Knobel. « Le Racisme et la haine du Parti nationaliste français et européen. » *Le Droit de vivre*, juin-juillet 1989.

3. Cf. Dominique Le Guilledoux. « Au château du Corvier, les militants néo-nazis font la fête. » *Libération*, 25 septembre 1989, p. 33.

4. George Dumesnil. « Est-ce que ça gaze ? » *Tribune nationaliste*, juillet 1986, n° 9, p. 11-13.

5. *Tribune nationaliste*, janvier 1987, p. 11.

et de faussaires, ou obtenus sous la torture, et cautionnés et imposés à l'opinion par des historiens complaisants ou naïfs<sup>1</sup> ». La présidente de la section féminine du PNFE, Christelle Dugué, considère qu'il existe au sein de son parti un combat nationaliste spécifiquement féminin. Elle se prononce, à travers le programme du Combat nationaliste féminin (CNF) pour la libération de l'« emprise marxiste », de l'enseignement, la création d'un « enseignement fortement sélectif permettant aux enfants de développer leurs potentialités héréditaires » et « pour l'abrogation de la loi du 17 janvier 1975 sur l'IVG ». Selon elle, la « principale cause, avec le manque de volonté, de la baisse de la natalité en France, c'est cette loi criminelle instaurée à l'initiative de Simone Veil (officiellement gazée à Auschwitz, il est bon de le rappeler, de même que le cauchemar syndical Henoah Krasucki) [...]. Cette loi, comme le métissage, est un crime contre notre race<sup>2</sup> ». Le thème de l'avortement, assimilé à un génocide anti-français, demeure un des axes privilégiés de la propagande nationaliste. Il fait partie intégrante de la rhétorique extrémiste comme réactivation de la thématique négationniste. Enfin, si des adhérents du PNFE créent le groupe de rock Légion 88, c'est pour politiser le mouvement skinhead français dans un sens « national-socialiste européen<sup>3</sup> ». Plusieurs bulletins comme *Le Rebelle blanc* (devenu *L'Empire invisible*) ou *Le Bras tendu* affichent une optique semblable. La musique sert de support, en direction d'un public jeune et réceptif aux paroles xénophobes. Les disques des groupes Légion 88 et Bunker 84 – aux titres de chants évocateurs (« La race des seigneurs », « Léon Degrelle », « Révolte blanche ») – de « militants de musique blanche, jouée par des Blancs pour des Blancs<sup>4</sup> », sont vivement recommandés par *Tribune nationaliste*. Légion 88 effectue son premier concert, en août 1986, à Brest, dans le cadre d'un festival de rock anti-communiste. Dès 1988, les membres du groupe concentrent leur « action sur la dénonciation du mensonge des six millions<sup>5</sup> » afin de contribuer à détruire le « mythe de l'Holocauste ».

Si le discours de Robert Faurisson rallie les néo-nazis, les nationalistes-révolutionnaires et les régionalistes, il ne laisse pas non plus indifférent ceux qui se sentent proches du parti lepéniste. À la fin des années quatre-

1. Érik Sausset. « Français, ouvrez les yeux ! » *Tribune nationaliste*, décembre 1988, n° 34, p. 5.

2. Entretien avec Christelle Dugué, présidente du CNFT. *Tribune nationaliste*, avril 1989, n° 38, p. 7.

3. « Légion 88 : Nous chantons pour un nouvel ordre racial. » Propos recueillis par Cédric Martin. *Le Choc du mois*, mai 1988, p. 17.

4. Francis Allouchery. « La Vie du parti. » *Tribune nationaliste*, n° 30, août 1988, p. 10.

5. « Entretien avec Légion 88. » Propos recueillis par Francis Allouchery. *Tribune nationaliste*, octobre 1988, n° 32, pp. 6-7.

vingt et au début des années quatre-vingt-dix, des groupes dissidents du Front national se constituent et manifestent leur autonomie et leur désaccord face au conservatisme social et économique du FN. *Contre-Attaque*, périodique émanant du CERPES<sup>1</sup> – « sorte de groupe de pression au sein de la droite nationale<sup>2</sup> » –, se fixe deux priorités : le « révisionnisme historique » et la « mise en place des structures politiques, économiques et sociales contribuant à l'édification, au niveau français et européen, d'une Civilisation compatible avec les valeurs traditionnelles des peuples du vieux Continent ». Ils reçoivent les encouragements de Maurice Bardèche qui pense que c'est « ce qu'on peut faire de plus utile pour l'instant<sup>3</sup> ». *Espace nouveau* et *Nationalisme et République* répondent à cette même logique. Animé par Michel Schneider, *Nationalisme et République* se réclame du solidarisme. Il accueille des collaborateurs de diverses tendances – nouvelle droite, négationniste, néo-nazie – comme Bernard Notin, Jacques Malraud, Pierre Guillaume, Roger Garaudy dont il est dit qu'il a été « mis à l'index par les médias sous influence sioniste<sup>4</sup> ». Les combats de Nouvelle Résistance sont, quant à eux, multiples. Dans leur brochure *Lutte du peuple*, les militants nationalistes révolutionnaires appellent à la « garantie des libertés individuelles et, en premier lieu, de la liberté d'expression<sup>5</sup> ». Ils soutiennent Roger Garaudy pendant son affaire ; affaire pendant laquelle ils ne débattent pas « du fond du problème que l'on veut (leur) imposer<sup>6</sup> ». Leur combat s'escrime à dénoncer l'essence totalitaire de la démocratie libérale afin de créer des espaces de liberté et des réseaux de résistance. Les nombreuses références négationnistes, les amalgames rhétoriques – l'« univers concentrationnaire de l'Eurodisneyland<sup>7</sup> » – stigmatisent leurs discours extrémistes. *Pas d'panique à bord*, journal qui « a très peu d'adversaires... et beaucoup d'ennemis qu'une certaine loi Pleven, revue et corrigée par Gaysot-Rocard, nous interdit de nommer explicitement<sup>8</sup> », ne fait pas exception à

1. Le CERPES, Centre de relations publiques et sociales, est une création de Bernard Lejeune, commerçant d'Amiens, ancien du Front national qui rallie le PFN en 1974. Le CERPES « se veut une sorte de groupe de pression au sein de la droite nationale ». Il apporte son soutien à Jean-Marie Le Pen mais prétend préserver son indépendance politique.

2. François Duprat. *L'Opposition nationale en France de 1973 à 1975*. Supplément n° 8 à la *Revue d'histoire du fascisme*. Édité par ses soins, 1975, 23 p.

3. Lettre de Maurice Bardèche à Bernard Lejeune. *Op. cit.*

4. *Nationalisme et République*, 26 février 1992, n° 7, p. 9.

5. « Pourquoi nous combattons. » *Lutte du peuple*.

6. Cf. Philippe Arnko. « L'abbé Pierre et Roger Garaudy. Deux victimes de la censure sioniste ». *Lutte du peuple*, été 1996, pp. 3-4.

7. *Lutte du peuple*, n° 1.

8. Philippe Randa. « Le cauchemar de Gaubert ! » *Pas d'panique à bord*, éditorial, février 1994, p. 2.

la règle. Dans ce « mensuel du charivari politique », la solution contre le chômage devient une « solution miracle... ou finale<sup>1</sup> ». Éric Delcroix, l'avocat spécialisé dans la défense des négationnistes qui s'est présenté sur la liste FN pour les dernières élections dans le canton de Noailles, s'exprimait à travers une rubrique « Holocauste, toujours<sup>2</sup> ». Éphémères pour la plupart, ces publications articulent leurs discours autour de la dénonciation du « pouvoir juif ».

Les thèses négationnistes ont su et pu proliférer essentiellement par l'instrumentalisation idéologique dont elles ont fait l'objet dans plusieurs courants politiques mais aussi grâce à la vigueur des relais de diffusion qui ont assuré leur distribution. Si la recrudescence des revues et brochures dénonçant le « mensonge du XX<sup>e</sup> siècle » est indéniable en cette fin de siècle, c'est qu'une demande croissante existe. Elle atteste ainsi de l'efficacité des diffuseurs. De multiples librairies « non conformistes » sont présentes au sein de l'Hexagone, à Lyon, Bordeaux, Marseille, Paris, etc. Le rôle de ces librairies néo-nazies est considérable dans la réorganisation de l'extrême droite française. Il témoigne aussi des convergences réelles entre la révolution islamique intégriste et l'extrême droite. À la fin des années quatre-vingt, la librairie parisienne Ogmios, située au 10, rue des Pyramides (ancien siège du Parti populaire français de Jacques Doriot) attire une fidèle clientèle. Elle est dirigée par Tristan Mordrelle, *alias* Tristan Moberg et Jean-Dominique Larrieu, *alias* Bertrand Leforestier, cofondateurs des éditions Avalon et à l'origine de la première traduction du *Mythe du XX<sup>e</sup> siècle* d'Alfred Rosenberg, « philosophe officiel » du Troisième Reich. En 1987, *le Canard enchaîné* révélait que Wahid Gordji, numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris, avait signé et remis un chèque de 120 000 francs aux dirigeants des éditions Avalon et de la librairie Ogmios<sup>3</sup>, en mai 1987. Ce geste généreux a servi de caution bancaire pour l'édition du *Livres de chez nous*, le catalogue d'Ogmios, destiné à vanter les productions de la librairie pour la vente par correspondance en Europe.

Après la fermeture d'Ogmios en septembre 1993, Jean-Dominique Larrieu ouvre, en novembre 1993, La Librairie, rue Saint-Honoré, où se vend une part importante de l'ancien stock d'Ogmios. Il publie également une nouvelle revue, *La Revue d'histoire non conformiste*, essentiellement consacrée à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. En décembre 1993, il est incarcéré, pendant une semaine, pour banqueroute, défaut de comp-

1. « Z comme Zapping ! » *Pas d'panique à bord*, février 1994, p. 19.

2. *Pas d'panique à bord*, mai 1994, p. 3.

3. Cf. « Gordji finançait des éditions pas très catholiques. » *Le Canard enchaîné*, 5 août 1987.

tabilité et détournement d'actif. L'AEncre, la dernière librairie néo-nazie en date à Paris, succède à La Librairie. Elle présente de nombreuses affinités avec ses aînées. Le catalogue de l'AEncre développe un secteur de vente par correspondance comparable à ses semblables. Ogmios, La Librairie, l'AEncre, ces locaux offrent les mêmes ouvrages à un public homogène. Au printemps 1996, sont exposés sur les étagères de l'AEncre un rayon négationniste, des ouvrages néo-nazis, les écrits des dirigeants du Front national, les revues « non conformistes ». L'AEncre « se révèle comme un des rendez-vous les plus courus du Paris non conformiste. On y trouve non seulement un choix très riche d'ouvrages, de cassettes vidéo et d'objets, mais cette librairie s'est lancée très courageusement dans l'édition<sup>1</sup> ». On peut y acheter le dernier ouvrage de Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, la reproduction des *Protocoles des Sages de Sion* ou encore le fascicule de Heinz Roth, *Pourquoi nous ment-on ?* En première page de ce classique négationniste, on se demande « Pourquoi le mensonge des six millions ? » et de conclure, après avoir évoqué le « problème juif » et cité Paul Rassinier, que la « connaissance de la vérité historique pure et non falsifiée est d'une importance particulière pour la jeune génération, qui, aujourd'hui encore, se trouve confrontée (à) ces faits avec un scepticisme remarquable, bien qu'elle sera également forcée d'en débattre, qu'elle le veuille ou non<sup>2</sup> ». On trouve aussi *Notre lutte... Politique et armée*, du Mouvement de libération de la Palestine !

Il existe également, depuis la fin des années quatre-vingt, des associations à « vocation » négationniste. Par exemple, fin octobre 1989 est fondée à Caen l'Association normande pour l'éveil du citoyen (ANEC). Déclarée à la préfecture du Calvados, ses statuts paraissent au *Journal officiel* du 29 novembre 1989. Son objet s'inscrit dans la « diffusion d'ouvrages à caractères historique, sociologique et économique ne disposant pas des grands circuits de distribution et de publicité afin de les faire connaître au plus grand nombre ». Rémi Pontier est trésorier, Vincent Reynouard président. Leurs moyens matériels sont alors inexistants. Le premier numéro de leur bulletin, *Nouvelle Vision* (juin 1990), se met immédiatement au service de la cause négationniste. Il s'agit de « dépassionner un débat politique toujours empoisonné par ces prétendues chambres à gaz<sup>3</sup> ». Comme ils l'expliquent, *Nouvelle Vision* parle du « révisionnisme », en général, mais très peu du « problème des chambres à gaz » :

1. *L'Autre Histoire*, n° 4, décembre 1995, p. 32.

2. Heinz Roth. *Pourquoi nous ment-on ?* 1973, p. 46.

3. Vincent Reynouard. « Le Mot du président. » *Nouvelle Vision*, n° 19, décembre 1991, p. 5.

« En effet, nous estimons qu'il existe aujourd'hui en France et dans le monde des personnes beaucoup plus compétentes que nous qui publient de nombreux ouvrages et de nombreuses revues sur ce sujet. Nous nous contenterons de leur faire toute la publicité qu'ils méritent. En outre, le révisionnisme revêt pour nous un sens plus large, dépassant par là même le simple révisionnisme historique. [...] Quant au révisionnisme historique, il ne doit pas se cantonner dans la période 39/45 mais doit s'étendre à toutes les époques qu'il nous est possible de connaître<sup>1</sup>. »

Près de trois ans après sa fondation, l'ANEC s'est informatisée. La nouvelle configuration de *Nouvelle Vision*, qui paraît alors régulièrement revêt l'allure d'un véritable organe de presse et témoigne d'un appui financier certain. Selon ses fondateurs, *Nouvelle Vision* préserve des contacts réguliers avec divers pays d'Europe et le nombre d'abonnés n'a cessé de croître.

Représentant de la quatrième génération des négationnistes, Vincent Reynouard s'était distingué en 1990, à l'Institut des sciences de la matière et du rayonnement de Caen, où il effectuait ses études, en diffusant des tracts signés de l'ANEC, dans les chambres universitaires. À l'époque, écrit dans *Tribune nationaliste*. Il est sanctionné pour « faute grave » par l'établissement. Le milieu de l'enseignement est une des cibles privilégiées des négationnistes. Il s'agit de toucher la jeune génération, encline au doute et qui découvre l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Au printemps 1991, plusieurs jeunes lycéens du Calvados, lauréats du concours « Résistance et déportation », recevaient une lettre. L'association de Vincent Reynouard félicitait une lauréate mais l'informait que certains « historiens » appréhendaient d'une manière atypique la période de la Seconde Guerre mondiale :

« Chère amie, nous avons appris [...] que vous aviez gagné le concours de la résistance et de la déportation. Nous vous en félicitons et nous sommes heureux de savoir que des jeunes s'intéressent encore à cette douloureuse période de notre histoire. Nous nous permettons de vous envoyer une brochure qui vous fera découvrir un autre aspect de la vie concentrationnaire. Sa lecture ne pourra que renforcer tout l'intérêt que vous portez à cette période<sup>2</sup>. »

Après d'autres distributions et une sanction pénale, un diplôme d'ingénieur chimiste, Vincent Reynouard sera nommé professeur titulaire de mathématiques dans un lycée d'enseignement professionnel dans le Calvados. Parallèlement il écrit. En 1995, il avait fait paraître, à compte

1. Vincent Reynouard. « Le Mot du président. » *Nouvelle Vision*, n° 1, juin 1990, p. 1.

2. Lettre à E. L. datée du 28 mai 1991 envoyée par l'ANEC.

d'auteur, *Les Crimes « libérateurs » contre la paix*. Après la parution de cet ouvrage, il se lance dans la préparation d'« un livre très documenté sur le drame d'Oradour<sup>1</sup> ». En décembre 1996, il est suspendu par le rectorat de l'académie de Caen. Une procédure disciplinaire visant à sa révocation de l'Education nationale est en cours. Les textes de son ouvrage en préparation, remettant en cause le massacre d'Oradour-sur-Glane – un « travail de recherche solide que Vincent Reynouard s'apprêtait à livrer à la critique du public cultivé dans quelques mois<sup>2</sup> » – ainsi que deux textes niant l'extermination des Juifs ont été retrouvés sur le disque dur de l'ordinateur de l'établissement. Vincent Reynouard affirme ne pas avoir évoqué ce sujet au cours de son enseignement. Ses élèves le confirment. Pourtant, le professeur de mathématiques avait distribué à sa classe, en novembre 1995, un exercice sur les statistiques de mortalité à Dachau (tiré d'un article de Robert Faurisson publié en 1990 dans la *Revue d'histoire révisionniste*). C'était, selon lui, pour « éveiller l'esprit critique<sup>3</sup> » de ses élèves. Il leur prêtait aussi des documents « inspirés des thèses révisionnistes<sup>4</sup> ». Afin de soutenir le professeur suspendu, les parents d'élèves créent un comité de soutien pour la réintégration de l'enseignant dans l'établissement. Il faut se demander, légitimement, comment un homme, condamné avec sursis pour avoir distribué différents tracts négationnistes au sein d'établissements scolaires, a pu être engagé par l'Éducation nationale. L'administration n'ignorait rien des activités de M. Reynouard depuis quelques années. Lui-même s'étonne de cette condamnation tardive. Fin avril 1997, Vincent Reynouard est révoqué de ses fonctions. Pour la première fois, un ministre de l'Education nationale, François Bayrou, destitue un enseignant du secondaire pour cause de négationnisme. Cela ne devait pas entraver la sortie de l'ouvrage de Vincent Reynouard. Il s'intitule *Le Massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*.

Utilisée ouvertement par les groupuscules n'ayant aucune prétention électoraliste, la négation de l'Histoire occupe le vaste champ de l'extrême droite française depuis l'après-guerre. Substitut rhétorique de l'antisémitisme, le discours négationniste devient sa nouvelle reformulation langagière. Le parti de Jean-Marie Le Pen prend part, lui aussi, à cette dénonciation. Les rappels incessants, liés à la période de la Seconde Guerre mondiale, effectués par des dirigeants du Front national, les « dérapages » lepénistes qui n'en sont pas, la réactivation permanente du thème du « complot juif » s'intègrent dans la logique négationniste frontiste. Fruit

1. *Bulletin de La Vieille Taupe*, n° 5, février 1997.

2. *Ibid.*

3. *Le Monde*, 25 avril 1997, p. 11.

4. *Ibid.*

d'une stratégie politique délibérée, ces appels à connotation antijuive représentent avant tout de multiples signes à l'électorat antisémite français, confiant ses voix à M. Le Pen ou en passe de le faire. Parce que le Front national est assurément l'organisation politique la moins marginale de toutes celles qui sont porteuses du négationnisme, elle paraît, à ce titre, en être le vecteur le plus puissant auprès de l'opinion.

## Le Front national, le relais central du négationnisme au sein de l'extrême droite française

Depuis sa création (1972), le Front national entretient des rapports privilégiés avec le négationnisme. Dès les années soixante-dix, il comprend des négationnistes convaincus. Dans l'organe de presse officiel du Front national (*Le National*), les offensives antijuives sont fréquentes. L'antisémitisme est alors un des thèmes réguliers de la propagande frontiste. Pour le Front national, il s'agit de prouver la « domination juive ».

Pendant, le Front national ne peut se permettre de donner ouvertement son assentiment à la négation de l'Histoire. Seule formation pouvant revendiquer le statut de parti politique au sein de l'extrême droite française, elle doit s'adapter et adopter une rhétorique consensuelle. À la base très élargie, le Front national fait coexister aussi bien d'anciens SS que des repentis du RPR. Même si les diverses sensibilités du Front national réagissent différemment, en fonction de leur culture, sur la question du négationnisme, le parti de Jean-Marie Le Pen paraît adopter une attitude conciliante envers le discours négationniste. Les différentes sensibilités frontistes incluent la thématique négationniste au sein de leur propagande. Que ce soient les anciens collaborateurs du régime de Vichy, les nationalistes-révolutionnaires, incarnés par l'équipe de *Militant*, ou les catholiques traditionalistes, dont les deux figures sont Romain Marie et Jean Madiran, tous construisent leur discours sur une rhétorique proche de celle des faurissoniens et ébauchent les thèmes politiques du Front national des années quatre-vingt. Ces années sont synonymes de remaniement au Front. La tendance nationaliste-européenne, incarnée par *Militant*, trop fascisante et compromettante pour le Front national, quitte le parti de Jean-Marie Le Pen. Entre la mort de François Duprat et le départ de cette fraction, plus de trois années passent, des années pendant lesquelles le soutien à Robert Faurisson est sans faille. À aucun moment, Jean-Marie Le Pen ne désapprouve les propos de ses amis négationnistes et, par là même, leur discours.

Les obsèques de François Duprat et l'hommage rendu par le Front national au militant annoncent une des orientations idéologiques prioritaires du

FN dès la fin des années soixante-dix. Lors de la cérémonie, citant Robert Brasillach, Jean-Marie Le Pen évoque la mort de son compagnon en ces termes : « Ceux qui meurent peu après la trentaine ne sont pas des consolideurs mais des fondateurs. Ces êtres disparaissent avant les autres, avant l'équilibre, avant leur propre réussite. Ils ne sont pas venus apporter au monde la paix mais l'épée<sup>1</sup>. » Mort à trente-sept ans, François Duprat devient alors le « martyr de la droite nationale<sup>2</sup> ». En avril 1978, la mort de François Duprat occupe une grande place dans *Le National*. Un article non signé, un « hommage à François Duprat », se termine par ces mots :

« [...] Aujourd'hui où tout le monde a à la bouche le mot de "liberté", c'est par l'interdit (Bardèche), les procès (Rassinier), et enfin à coup de bombes (Duprat) que certains prétendent réfuter une thèse d'histoire [...]. Ils devraient toutefois savoir, les assassins, et leurs complices, qu'on ne dissout pas, qu'on n'interdit pas, qu'on ne tue pas une Idée. Et que personne n'a jamais réussi à museler la Vérité. Faut-il donc qu'ils la craignent, cette Vérité, pour qu'ils essayent de nous faire taire par tous les moyens, comme il était écrit dans l'un des torchons du LOBBY, le mois dernier ! À 37 ans, ils t'ont assassiné, François. Ils ont cru couper le blé en herbe ! Mais déjà, des sillons tracés laborieusement par toi, camarade Duprat, et arrosés de ton sang généreux, se lève la riche moisson nouvelle. [...] Sache en tout cas que tu n'es pas mort pour rien, car nous reprenons le flambeau. Ton œuvre sera poursuivie<sup>3</sup> ! »

Pendant l'affaire Faurisson, on peut lire sous la plume d'Alain Renault, secrétaire général du Front national :

« Il est évident que le chiffre de six millions de Juifs exterminés n'est qu'une grossière affabulation. [...] Après avoir fixé un chiffre par victime, il convenait d'avoir un multiplicateur pour parvenir à un total. L'intérêt financier d'Israël passait par le plus grand multiplicateur possible et la position morale de la RFA ne lui permettait guère la discussion. Prisonniers de leurs affirmations et de leurs exagérations, les ayant cent fois répétées, en ayant fait la vérité officielle, les sionistes ne peuvent les laisser mettre en doute. Pour maintenir leur interprétation ils usent de tous les moyens de pression et de coercition à leur disposition. [...] Cette hystérie des sionistes et de leurs valets d'épée ou de plume lorsqu'on aborde "le problème" se justifie car il déborde largement la simple curiosité historique. Convaincre notre peuple de la vérité c'est l'amener à se poser deux questions : "Pourquoi nous a-t-on menti ?" et "comment nous a-t-

1. « Les Obsèques de François Duprat », *Rivarol*, 30 mars 1978, p. 4.

2. *Le National*, septembre 1978.

3. « Hommage à François Duprat. » *Le National*, avril 1978. C'est moi qui souligne.

*on menti ?" La réponse naturelle à ces deux questions entraînerait une prise de conscience brutale des objectifs et de la puissance du sionisme. Elle marquerait une étape décisive dans la lutte contre la domination sioniste, pour la libération nationale et sociale des peuples d'Occident [...]. Aussi importe-t-il de poursuivre avec ardeur cette démythification historique. Avec ardeur mais avec prudence [...]. L'action révolutionnaire passe par un travail historique sérieux. C'est à cette œuvre que nous devons nous atteler. C'est à ce prix que nous serons de véritables révolutionnaires, ceux qui libéreront les peuples d'Occident<sup>1</sup>. »*

À ce moment, les scores électoraux du Front national sont au plus bas. La formation de Jean-Marie Le Pen demeure à l'état de groupuscule politique. Quelques années plus tard, en septembre 1983, l'élection de Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, à Dreux avec 16,72 % des suffrages exprimés, symbolise le commencement de la percée frontiste. En 1984, la liste du FN recueille plus de 10 % des voix aux élections européennes ; plusieurs députés frontistes siègent à l'Assemblée. Les nombreuses études sur le Front national avancent divers facteurs afin d'expliquer cette réussite : crise économique, crise politique, crise de la société... La nouvelle orientation prise par le FN à cette époque est également une des causes de son succès. Débarrassé officiellement de sa tendance néofasciste, le FN recueille ses premiers succès électoraux sur un thème qui se révèle porteur : le combat contre l'immigration. Si le Front national tente de se respectabiliser aux yeux de l'opinion publique, ses rapports avec l'extrême droite la plus dure persistent et son discours de propagande se nourrit de maux identiques. Au fil du temps, le parti de Jean-Marie Le Pen, par l'intermédiaire de ses idéologues ou de son président, donne des signes ciblés aux négationnistes. La succession de pseudo-dérapages de Jean-Marie Le Pen, à la fin des années quatre-vingt<sup>2</sup>, participe directement à la propagande négationniste frontiste ; sa récidive en

1. Alain Renault. « Vérité et mensonge. » *Militant*, novembre-décembre 1978, p. 3-4.

2. Le 13 septembre 1987, au jury RTL-*Le Monde*, Jean-Marie Le Pen parle des chambres à gaz comme « un point de détail de la Seconde Guerre mondiale », demande si « c'est la vérité à laquelle toute le monde doit croire » et prétend qu'il existe des « historiens qui débattent de ces questions », faisant ainsi une allusion très nette aux négationnistes. Un an plus tard, le 2 septembre 1988, pendant l'université d'été du Front national au Cap-d'Agde, Jean-Marie Le Pen dit : « M. Durafour et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture, dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, a déclaré : "Nous devons nous allier aux élections municipales y compris avec le PC, car le PC perd des forces tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner", M. Durafour-crématoire, merci de cet aveu. » À l'été 1989, le président du Front national est interrogé par des journalistes de *Présent*. Il parle de l'existence d'une « internationale juive ».

1997 aussi. D'autres agissent avec davantage de discrétion. Par exemple, le 24 mars 1997, Bruno Gollnisch (secrétaire général du Front national) et Philippe Dumez, deux élus FN du conseil municipal de Lyon, sont les seuls à voter, le 24 mars 1997, contre la constitution d'une commission d'enquête sur la question de la spoliation des biens juifs à Lyon. La charte de cette commission soulignait la « reconnaissance de la Shoah et des crimes contre l'humanité perpétrés contre le peuple juif ». En 1992, Pierre Vial, un des fondateurs du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne), membre du bureau politique du Front national et maître de conférences en histoire à l'université de Lyon III<sup>1</sup> – aujourd'hui vice-président de la commission culturelle du conseil régional Rhône-Alpes – répondait, devant une caméra de télévision, à ces quelques questions :

« *Est-ce que la question : les chambres à gaz ont-elles existé ou pas, est une question qui se pose ?* »

**Pierre Vial** : « Je crois qu'il n'y a aucune raison de ne pas la poser. Au nom de quoi on interdirait de poser cette question ? »

« *Est-ce qu'il n'est pas évident que la réponse soit affirmative ?* »

**P. V.** : « Pour moi, il n'y a pas d'évidence. Moi, je dis, je demande à voir. »

« *Pensez-vous qu'il existe un lobby juif et qu'il intervient ?* »

**P. V.** : « Il y a un lobby juif, c'est incontestable. »

« *Quelle place lui donnez-vous ?* »

**P. V.** : « Une place importante, en particulier dans les médias<sup>2</sup>. »

L'analyse de l'évolution de la popularité du Front national et de Jean-Marie Le Pen, de janvier 1984 à août 1997, atteste le discrédit temporaire – consécutif aux « dérapages » de M. Le Pen de septembre 1987, septembre 1988 et août 1989 – frappant le parti nationaliste et son représentant<sup>3</sup>. Cependant, cette étude établit aussi une banalisation des propos xénophobes du président du Front national. Car, depuis quelques années,

1. Pierre Vial est l'auteur d'une chronique hebdomadaire dans *National Hebdo* intitulée « Notre mémoire » et sous-titrée « antidote aux manipulations et à l'oubli de l'Histoire ».

2. « Le Front national. La nébuleuse. » *Envoyé Spécial*, Antenne 2, 1992.

3. Ce graphique (source : Baromètres mensuels *Figaro-Magazine/SOFRES*) figure dans l'ouvrage de Pascal Perrineau. *Le Symptôme Le Pen*. Paris, Fayard, 1997, p. 188. Dans notre travail, nous nous inspirons de l'analyse de M. Perrineau. Toutefois, pour le « détail », le Front national ne donne pas cette version.

leur répétition volontaire et régulière ne scandalise plus autant l'électorat ni ne semble entraver l'image du parti d'extrême droite et de son président. Une enquête de la SOFRES sur les cadres du Front national, du printemps 1990, montre la pénétration de l'antisémitisme au sein du parti d'extrême droite : 88 % des cadres du FN se déclarent « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec la phrase selon laquelle les « Juifs ont trop de pouvoir en France<sup>1</sup> ». Autant de signes encourageants, malgré les multiples condamnations de Jean-Marie Le Pen, qui poussent ce dernier à persister dans la voie de la provocation et de la médiatisation. D'ailleurs, depuis quelques années, la rhétorique de Jean-Marie Le Pen perdure. Inlassablement, il réactive l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et prône une relecture « non conformiste » des années 1939-1945. Cette redondance sur le thème laisse apparaître une des véritables obsessions du président du Front national : l'histoire de 1939-1945. Jean-Marie Le Pen tronque l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et mythifie la période de l'Occupation. Son double but s'inscrit dans la réhabilitation de Vichy et dans la négation des crimes du Troisième Reich pour en faire un exemple, à défaut une référence recommandable.

Aujourd'hui, le Front national demeure l'unique parti politique français à prendre en compte les négationnistes dans son programme gouvernemental. Il s'agit de défendre « des libertés fondamentales d'enseignement, de recherche, d'entreprise, de travail, d'information » et de « garantir la liberté d'expression par l'abrogation des lois liberticides (lois Pleven et Gayssot, *ndlr*) », allusions explicites aux négationnistes. Présente dans le programme du Front national, réactivée par des membres du Front national, la propagande négationniste est également entretenue aux niveaux locaux. On peut aussi la consulter régulièrement dans la presse de la droite nationale, *Rivarol*, *Présent* et *National Hebdo*, la presse « amie » comme la nomme le Front national. « Sous ce titre générique peut se définir la presse nationale et libre d'esprit FN comme *National Hebdo* ou proche du FN comme le quotidien *Présent* et l'hebdomadaire *Rivarol*. Sans publicité et sans l'argent des banques, la presse nationale lutte contre la désinformation et le politiquement correct », peut-on lire sur le serveur Internet du Front national. La loi Gayssot – qualifiée de « scélérate » – ne cesse d'être transgressée par cette presse qui s'est tout simplement adaptée à l'interdit.

Aujourd'hui, le négationnisme apparaît comme un enjeu principal pour les idéologues frontistes, comme le ciment de tout un édifice idéologique. Le Front national ne fait pas que s'accommoder de la négation des chambres à gaz, il s'en nourrit. Martin Peltier l'exprime admirablement :

1. Cf. Une enquête de la SOFRES sur les cadres du FN. *Le Monde*, 8-9 avril 1990, p. 7.

« Nous autres, à l'extrême droite, sommes fondamentalement révisionnistes. Pourquoi ? Parce que nous aimons l'Histoire, c'est un trait constitutif de notre esprit politique, et que la méthode historique n'est rien d'autre qu'une révision permanente. [...] Nous sommes des vaincus de l'Histoire récente, il suffit, pour s'en convaincre, de regarder comment s'est constitué le mouvement national aujourd'hui conduit par Jean-Marie Le Pen. Ses chapelles sont nombreuses, mais son noyau d'origine est issu des guerres de décolonisation, et principalement de la guerre d'Algérie. C'est en réaction à l'injustice et au mensonge secrétés par l'issue de cette guerre que sont créés les divers mouvements dont allait naître le Front national. Et, dès lors, un souci révisionniste nous animait. [...] Donc, notre mouvement national s'est formé autour des vaincus de la guerre d'Algérie, en quête de révision et de réhabilitation historique. Très vite s'y sont agrégés des vaincus d'autres combats, ceux de la dernière guerre mondiale, bien sûr, qu'ils fussent maréchalistes ou collaborateurs d'obédiences diverses [...]. [...] L'extrême droite, dans toutes ses composantes, est révisionniste par construction. Elle s'emploie à rétablir l'Histoire constamment faussée du déclin français. [...] À la fin des années 70, à l'initiative d'un professeur de Vichy, [...] le souci de révision historique fut accaparé par une question intellectuellement mineure mais symboliquement forte, celle de l'existence, ou de l'inexistence, des chambres à gaz homicides utilisées massivement contre les Juifs et les Tziganes par les nazis. L'Établissement politique en a fort habituellement fait un abcès de fixation : le bruit mené autour interdit pratiquement de réviser d'autres questions autrement importantes depuis quinze ans, et a permis de plomber ceux qui, par fierté naturelle et liberté d'esprit, tel Jean-Marie Le Pen, refusent de réciter à genoux le credo exigé<sup>1</sup>. »

En février 1997, un sondage « IPSOS Opinion-France 2-*Le Figaro*<sup>2</sup> » rapporte que 49 % des personnes interrogées estiment que le FN est un « parti comme les autres » ; 45 % pensent que la présence de députés FN à l'assemblée serait une « bonne chose ». À cette époque, les dirigeants du Front national poursuivent leur travail de sape de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Jean-Marie Le Pen revient, dans un journal américain, sur le « détail » et explique que, quand il dit que les « chambres à gaz sont un détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, c'est évident. C'est une évidence<sup>3</sup> ». L'information est répercutée en France.

1. Martin Peltier. « L'amitié est-elle possible entre les révisionnistes et les menteurs ? » *National Hebdo*, 22 août 1996.

2. Cf. *Le Figaro*, 17 février 1997, p. 7.

3. Propos de Jean-Marie Le Pen dans le *Newyorker*, retranscrits dans *Le Monde*, 22 avril 1997, p. 1.

Les propos passent. Aux élections législatives du printemps 1997, le Front national présente sa liste de « députés pour un grand changement ». Parmi eux, figurent Eric Delcroix (pour la seconde circonscription de l'Oise), Pierre Vial (pour la sixième circonscription du Rhône), Bruno Gollnisch (pour la treizième circonscription du Rhône), Xavier Schleiter – le neveu de Robert Faurisson, actif au sein du GRECE<sup>1</sup> – (pour la dix-huitième circonscription de Paris), Jean-Yves Le Gallou, Pierre Pauty, etc. Ces quelques personnes présentent un rapport privilégié avec le négationnisme. Le Front national explique alors vouloir être le « noyau » de la recomposition de la droite française. La question des alliances avec le parti d'extrême droite se pose. Des signes de complaisance parviennent aux extrémistes. Le négationnisme peut faire figure d'argument électoral. Dans une lettre qu'il adresse à Bernard Antony, Jacques Limouzy, ancien ministre et député RPR du Tarn, se dit, « bien entendu, tout à fait hostile à toutes les vérités officielles en matière d'histoire<sup>2</sup> » et s'exprime pour la remise en cause des lois condamnant le racisme et l'antisémitisme, notamment la loi Gayssot.

Les 27 et 28 septembre, l'ouvrage de Roger Garaudy est officiellement interdit à la fête du Front national, les BBR. Les livres qui auraient une couverture où figure le maréchal Pétain également. Les ouvrages d'Emmanuel Ratier, digne successeur d'Henry Coston, ceux de François Brigneau prenant la défense de Robert Faurisson sont tout de même en vente. Franz Schoenhuber se voit gratifier d'un beau succès alors qu'il vient dédicacer son dernier ouvrage *Le Pen, le rebelle*. C'est l'époque du procès Papon. La couverture rouge de *National Hebdo*, barrée d'une étoile de David, titre JUDAPO. « Judapo : Juifs, nations et internationalisme », « L'exception juive » : tels sont les intitulés de dossiers traités dans ce numéro. L'influence de la loi Gayssot se fait sentir. On ne nie plus l'existence des chambres à gaz. On n'en parle pas, tout simplement. À la même époque, dans *Présent*, on appelle au « plus grand génocide ». À l'initiative de Chrétienté-Solidarité, un « procès international des crimes contre l'humanité des régimes communistes » est prévu pour le 9 novembre 1997. Cela faisait quelque temps que Bernard Antony avait lancé l'idée de la tenue d'un procès de Nuremberg du communisme. Alain Griotteray, ancien député du Val-de-Marne, maire UDF de Charenton-le-Pont et éditorialiste au *Figaro-Magazine*, soutient cette initiative. Après avoir félicité les auteurs du *Livre noir du communisme* – une attitude générale des lepénistes –, il explique dans un « message » paraissant dans *National Hebdo* :

1. Cf. Renaud Dely. « Des Candidats FN au passé très chargé. » *Libération*, 11 mai 1997, p. 11.

2. *Le Monde*, 6 juin 1997, p. 14.

« Dans les responsabilités des crimes communistes, il y a des coupables auprès desquels Papon fait figure de petit garçon. Ces coupables-là narguent l'Histoire et notre passé. Il est bon que soit organisé enfin le procès international des crimes contre l'humanité des régimes communistes<sup>1</sup>. »

Si ce geste certifie des liens entre la droite dite classique et le Front national, il confirme aussi la banalisation du Front national, comme l'atteste un sondage IPSOS, réalisé les 28 et 29 novembre 1997. Celui-ci indique que, si 13 % des personnes interrogées disent se sentir « proches du FN » (deux points de moins que lors de l'enquête précédente), 35 % des personnes interrogées déclarent qu'elles approuvent certaines idées du Front national – bien qu'elles ne s'en sentent pas proches –, 44 % des personnes interrogées considèrent le Front national tel « un parti politique comme les autres » et 40 % pensent qu'il est un « parti politique utile »<sup>2</sup>.

Le 5 décembre 1997, le président du Front national retrouve son ami, Franz Schoenhuber, à Munich, alors qu'il participe à ses côtés à une conférence de presse pour la présentation de *Le Pen, le rebelle*. Dans ce cadre, le président du Front national déclare que les « chambres à gaz sont un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Si vous prenez un livre de mille pages sur la Seconde Guerre mondiale [...], eh bien, les camps de concentration [...] occupent deux pages et le problème des chambres à gaz occupe [...] 10 à 15 lignes. C'est ce qui s'appelle un détail ». En France, le contexte ne peut prêter à confusion. Le matin même, Jacques Chirac déposait au Mémorial du martyr juif inconnu, à Paris, le fichier des Juifs établi sous l'Occupation et demandait aux Français de regarder leur histoire « en face ». Le procès Papon avait repris. Les justices française et allemande poursuivent le président du Front national pour ses propos. Ce dernier est condamné par le tribunal de grande instance de Nanterre le 26 décembre. Jean-Marie Le Pen devra verser 1 franc de dommages et intérêts à onze des dix-sept associations parties civiles et consigner une somme de 300 000 francs pour la publication de son jugement dans la presse. Les magistrats ont noté qu'il y avait récidive pour une faute déjà sanctionnée. Ce jugement intervient alors que le parquet a ouvert, le 18 décembre, une information pour « contestation de crimes contre l'humanité ». Le président du Front national devra donc s'expliquer devant le tribunal correctionnel. Il est passible, au titre de la loi Gayssot, d'un an de prison ferme et de 300 000 francs d'amende.

1. Alain Griotteray. « Un message d'Alain Griotteray. » *National Hebdo*, 13 novembre 1997.

2. Sondage publié par *Le Point* du 8 décembre 1997.

Après les déclarations de Jean-Marie Le Pen à Munich, le bureau politique du FN exprime sa totale solidarité avec son président. Au sein du parti d'extrême droite, il semble que des divergences apparaissent davantage dans la manière de conduire à terme cette stratégie. Quelques critiques se font entendre, dont celles de Bruno Mégret. Partisan lui aussi d'une bataille du vocabulaire, le délégué général du Front national entend gagner différemment, avec davantage de modération. À ces nuances stratégiques près, l'approbation frontiste paraît unanime. Martin Peltier a bien reçu quelques « lettres bougonnes<sup>1</sup> » après la récidive de Jean-Marie Le Pen, mais il n'existe pas de désaveu général au sein du Front national. Dans la presse frontiste, les courriers des lecteurs soutiennent le président du Front national. À ce moment-là, les élites du Front national ne s'attachent plus à banaliser le discours négationniste. Il convient de l'intégrer totalement dans leur plan de conquête de l'électorat. En quelques années, ils sont parvenus à faire accepter la négation de l'Histoire. Dix ans auparavant, le premier « détail » avait entraîné des démissions et des critiques ouvertes à l'égard de Jean-Marie Le Pen. Aujourd'hui, le terrain idéologique est prêt. En fait, à Munich, Jean-Marie Le Pen n'a fait que manifester « haut et clair qu'aucun mot ne devait demeurer tabou, et que les nationaux devaient se réappropriier tout le vocabulaire historique et politique afin de libérer l'esprit public des polices de la sémantique qui prétendent l'asservir<sup>2</sup> ». Le président du Front national entend faire ainsi « sauter » les derniers « verrous politiques qui retiennent les Français d'adhérer<sup>3</sup> » à l'idéologie frontiste. Ces obstacles idéologiques trouvent leur origine dans la « manipulation historique » de la Seconde Guerre mondiale. Montée de toutes pièces par les vainqueurs, cette manœuvre tendrait à discréditer pour toujours l'extrême droite, coupable d'une barbarie sans précédent : la prétendue extermination des Juifs. La réprobation générale dont est « victime » le Front national n'est que le résultat de cette machination reposant sur un mensonge et donnant la part belle aux communistes et aux Juifs. Si cette « bataille de la mémoire peut sembler oiseuse » aux Français endettés et « en but (*sic*) aux avanies de voyous allogènes<sup>4</sup> », elle est, en fait, « déterminante ». Car, au-delà du jeu rhétorique de Jean-Marie Le Pen, les chambres à gaz ne sont pas un détail : elles sont le « chœur du dispositif d'exclusion des nationaux – et c'est à cause de l'exclusion des nationaux que les Français sont écrasés d'impôts et livrés sans défense à l'invasion du tiers monde par des gouvernements criminels<sup>5</sup> ». Bien plus, elles consti-

1. Martin Peltier. « Ma semaine. » *National Hebdo*, 15 janvier 1998, p. 2.

2. Martin Peltier. « Ma semaine. » *National Hebdo*, 18 décembre 1997, p. 2.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

tuent la « clé du système<sup>1</sup> ». Martin Peltier l'exprime avec une grande clarté :

*« J'ai montré cent fois que l'exploitation de l'histoire judéo-centrée permet l'inclusion des communistes dans le jeu politique et l'exclusion des nationaux. [...] Mais cela va plus loin, plus profond, cela régit la conscience tout entière, et tout le champ politique. C'est le préjugé "antiraciste" qui empêche de rétablir l'ordre et de résoudre le problème de l'immigration. Mais le préjugé "antiraciste" ne garde lui-même son emprise sur les esprits que par une succession d'amalgames terroristes qui aboutissent à Hitler. En d'autres termes, nous devons tous comprendre, et faire comprendre aux Français, que tant que l'on n'aura pas débloqué l'affaire du détail, les banlieues continueront à flamber et la France à sombrer<sup>2</sup>. »*

À cette époque, le serveur Internet du Front national sert de relais explicite au négationnisme. En cliquant sur un des « sites amis », l'internaute tombe sur un site « royaliste, sympa, provocateur et iconoclaste ». Une page apparaît : un militant palestinien, coiffé du keffieh, succombe aux balles, on s'en doute, israéliennes. En haut à gauche, est inscrit : « En hommage à François Genoud. » François Genoud est cet ancien banquier négationniste suisse, ami de Carlos, nazi et pro-arabe, qui s'est suicidé en mai 1996. Sous la photo, s'affichent ces deux phrases : « Hommage aux combattants de la liberté »/« À Paris comme à Gaza, Intifada ! » Lors du défilé du Front national du 1<sup>er</sup> mai 1996, des manifestants reprenaient ce dernier slogan en le mettant au goût du jour : « À Paris comme à Gaza, Intifada partout. L'abbé Pierre avec nous. » En ces temps d'affaire Garaudy, des affiches, collées sur les murs des boulevards du périphérique parisien et signées « Union et défense de la liberté d'expression », exhibant un slogan : « Et si l'abbé Pierre avait raison ? » L'affaire Garaudy-abbé Pierre représentait alors une occasion supplémentaire, pour le Front national et l'extrême droite française, de propager la négation de l'Histoire.

Au bas de la page, on peut se connecter directement sur le site Radio Islam, qui, précise le serveur du Front national, est « dédié à nos amis palestiniens ». Radio Islam s'insurge depuis quelques années contre ce qu'il nomme la « mafia juive ». Il est dirigé par Ahmed Rami, un des « leaders du mouvement islamique au Maroc<sup>3</sup> », ancien officier de l'armée

1. Martin Peltier. « Ma semaine. » *National Hebdo*, 15 janvier 1998, p. 2.

2. *Ibid.*

3. Présentation par l'éditeur de M. Rami dans l'ouvrage *À qui appartient le Maroc ?* Paris, L'Harmattan, 1992.

marocaine, réfugié politique en Suède après sa participation à la tentative de coup d'État contre Hassan II, en 1972. Radio Islam prétend refléter la position mondiale du mouvement islamique, fondamentalement antisémite. Résoudre le « problème colonial sioniste » devient la priorité idéologique d'Ahmed Rami, nouvel héros de la presse arabo-islamique. Radio Islam s'engage à lutter « contre toutes les formes de racisme. Y compris le racisme juif dont le peuple palestinien est victime. Y compris le racisme juif dirigé contre le peuple allemand, contre les musulmans et les Arabes ». Radio Islam se prononce « contre toutes les formes de violence et de terrorisme physique ou intellectuel, y compris les violences juives dont le peuple palestinien est aujourd'hui victime ». Il dénonce la « violence et le terrorisme intellectuel juifs dirigés contre les hommes et les femmes français libres, tels le professeur Robert Faurisson, Roger Garaudy, l'abbé Pierre et tous les historiens révisionnistes français qui luttent contre la falsification juive de l'Histoire » ainsi que la « campagne juive de calomnie dirigée contre le seul parti politique français libre, le Front national, et son leader, Jean-Marie Le Pen, le seul vrai homme d'État français qui a osé dire non à l'arrogance du pouvoir juif. Et ce n'est pas un détail ! Radio Islam lutte pour que la France soit aux Français, pour que les Français soient maîtres dans leur propre pays, pour que les Français aient les mêmes droits que les Juifs, dans leur propre pays ».

Cette page est porteuse des bases idéologiques et théoriques de l'extension prévisible du négationnisme. Car c'est par l'intrusion du discours négationniste dans des milieux jugés perméables à la négation de l'Histoire, par de nouvelles technologies comme Internet, par l'apparition d'une nouvelle terre d'accueil – le monde arabe – et par le succès du Front national que la diffusion du négationnisme continue plus que jamais.

Le 12 mars 1998, Jean-Marie Le Pen rend hommage à son camarade François Duprat, mort vingt ans auparavant. En raison des élections régionales, le président du Front national a avancé de quelques jours cette cérémonie annuelle. En compagnie d'une délégation de son parti, de Jean-Yves Le Gallou et de Bruno Gollnisch, Jean-Marie Le Pen dépose une gerbe Bleu-Blanc-Rouge au nom du bureau politique du FN sur la tombe de François Duprat et salue l'« homme tout entier consacré à la politique », la « plume de talent » du nationaliste décédé. François Duprat était un « militant infatigable et sensible, sous une carapace un peu bougonne » ; il avait une « certaine rigueur et parfois quelques ardeurs, liées bien sûr à

1. Cf. Bruno Dely. « Le Pen salue son "bon camarade" antisémite. » *Libération*, 13 mars 1998.

son âge<sup>1</sup> », clame Jean-Marie Le Pen tout en rappelant la réelle nature de son parti, à l'heure où quelques figures de la droite traditionnelle acceptent les voix du Front national pour être élues. Aujourd'hui, le Front national peut s'enorgueillir de quelques municipalités frontistes. Il s'impose comme arbitre au sein de plusieurs conseils régionaux. Des personnalités de la vie politique française reprennent le vocabulaire frontiste afin de concilier certaines idéologies. Pendant ce temps, approuvé par son parti, Martin Peltier se pose toutes sortes de questions explicites : « Pourquoi l'amitié entre Hitler et les Juifs n'a-t-elle pas été possible ?<sup>1</sup> » ou, nous l'avons vu, « L'amitié avec les SS est-elle possible ? » Ces questions avaient déjà été soulevées auparavant. Au printemps 1997, M. Peltier se demandait si « l'amitié avec les Juifs est [...] possible ?<sup>2</sup> » et, quelques mois plus tard, si « l'amitié avec Xavier Vallat est [...] possible ?<sup>3</sup> » En août 1996, dans le cadre des « grandes questions de l'été » (*sic*), Martin Peltier faisait « juste une mise au point » : « L'amitié avec les nazis est-elle possible ?<sup>4</sup> » Une semaine plus tard, le refrain perdurait avec cette question : « L'amitié est-elle possible entre les révisionnistes et les menteurs ?<sup>5</sup> » Il est vrai qu'en décembre 1997 l'actuel directeur de la rédaction de *National Hebdo* se demandait si l'amitié avec le dirigeant du Parti communiste, Robert Hue, était envisageable. La réponse à cette dernière question était « Non ».

Valérie Igounet

1. *National Hebdo*, 28 mai 1998.

2. *National Hebdo*, 13 mars 1997.

3. *National Hebdo*, 9 octobre 1997.

4. *National Hebdo*, 15 août 1996.

5. *National Hebdo*, 22 août 1996.